

Loi

du

sur les finances communales (LFCo)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 82, 84 et 132 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message 2014-DIAF-30 du Conseil d'Etat du 22 août 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Buts et objectifs

¹ La présente loi a pour buts de permettre aux collectivités publiques locales et à leurs organes:

- a) de gérer les finances de manière efficace et conforme au droit;
- b) de disposer des instruments et des bases de décision nécessaires à la gestion financière.

² La loi a pour objectifs de promouvoir une politique financière et une gestion administrative conformes aux principes d'un usage économe et efficace des fonds publics, tout en garantissant l'équilibre financier.

Art. 2 Champ d'application

¹ La présente loi s'applique aux communes et à leurs organes.

Gesetz

vom

über den Finanzhaushalt der Gemeinden (GFHG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 82, 84 und 132 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft 2014-DIAF-30 des Staatsrats vom 22. August 2017;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zweck und Ziele

¹ Dieses Gesetz soll es den gemeinderechtlichen Körperschaften und ihren Organen ermöglichen,

- a) die Finanzen wirksam und rechtmässig zu verwalten;
- b) über die für die Haushaltsführung erforderlichen Instrumente und Entscheidungsgrundlagen zu verfügen.

² Ziel dieses Gesetzes ist es, eine Finanzpolitik und eine administrative Verwaltung gemäss den Grundsätzen eines wirtschaftlichen und wirksamen Einsatzes der öffentlichen Mittel zu fördern und gleichzeitig das finanzielle Gleichgewicht sicherzustellen.

Art. 2 Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz gilt für die Gemeinden und ihre Organe.

² Sauf disposition dérogatoire, la loi s'applique, par analogie, également aux autres collectivités publiques locales, soit aux établissements communaux dotés de la personnalité juridique, aux associations de communes, aux agglomérations et aux bourgeoisies.

³ Le Conseil d'Etat précise l'applicabilité de la présente loi aux entités mentionnées à l'alinéa précédent.

Art. 3 Définitions

Les termes techniques spécifiques de la comptabilité communale sont définis comme il suit:

- a) *patrimoine financier*: le patrimoine financier comprend tous les actifs qui peuvent être aliénés sans porter préjudice à l'accomplissement des tâches publiques, la tâche pouvant être imposée ou choisie librement;
- b) *patrimoine administratif*: le patrimoine administratif groupe les valeurs du patrimoine qui servent directement à accomplir les tâches publiques et qui ne peuvent être cédées sans compromettre la réalisation de la tâche, cette dernière pouvant être imposée ou librement choisie;
- c) *dépense*: la dépense est une affectation de liquidités du patrimoine financier dans le but de réaliser une tâche publique;
- d) *recette*: la recette est un paiement de tiers qui accroît le patrimoine;
- e) *placement*: le placement est une opération financière qui modifie la structure du patrimoine financier mais pas son total;
- f) *dépense nouvelle*: la dépense est nouvelle lorsqu'il existe une liberté d'action relativement importante quant à son montant, au moment de son engagement ou à d'autres circonstances essentielles;
- g) *dépense liée*: la dépense est liée lorsqu'elle est ordonnée par la loi ou lorsque la commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre quant à son montant, son engagement ou d'autres circonstances essentielles.

² Ohne anderslautende Bestimmung gilt das Gesetz sinngemäss auch für die übrigen gemeinderechtlichen Körperschaften, d. h. die Gemeindeanstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit, die Gemeindeverbände, die Agglomerationen und die Bürgergemeinden.

³ Der Staatsrat legt die Geltung dieses Gesetzes für die im vorhergehenden Absatz genannten Einheiten fest.

Art. 3 Begriffe

Die spezifischen Fachbegriffe der Gemeindefinanzen sind wie folgt definiert:

- a) *Finanzvermögen*: Das Finanzvermögen umfasst alle Vermögenswerte, die ohne Beeinträchtigung der Erfüllung öffentlicher Aufgaben veräussert werden können; die Aufgabe kann dabei obligatorisch oder frei gewählt sein.
- b) *Verwaltungsvermögen*: Das Verwaltungsvermögen enthält die Vermögenswerte, die unmittelbar der Erfüllung öffentlicher Aufgaben dienen und die nicht veräussert werden können, ohne die Wahrnehmung der Aufgabe zu beeinträchtigen; diese kann dabei obligatorisch oder frei gewählt sein.
- c) *Ausgabe*: Die Ausgabe ist eine Bindung von Mitteln des Finanzvermögens, um eine öffentliche Aufgabe zu erfüllen.
- d) *Einnahme*: Die Einnahme ist eine Zahlung Dritter, die das Vermögen vermehrt.
- e) *Anlage*: Die Anlage ist ein Finanzvorfall, der die Struktur, aber nicht den Gesamtbetrag des Finanzvermögens verändert.
- f) *Neue Ausgabe*: Die Ausgabe ist dann neu, wenn die Gemeinde über eine gewisse Handlungsfreiheit in Bezug auf den Betrag, den Zeitpunkt oder einen anderen wesentlichen Aspekt der Verpflichtung verfügt.
- g) *Gebundene Ausgabe*: Die Ausgabe ist dann gebunden, wenn sie vom Gesetz vorgeschrieben ist oder die Gemeinde über keinen Handlungsspielraum bezüglich des Betrags, der Verpflichtung oder eines anderen wesentlichen Aspekts verfügt.

CHAPITRE 2

Gestion des finances

1. Principes

Art. 4

¹ Les finances sont gérées selon les principes suivants:

- a) *légalité*: chaque dépense est fondée sur une base légale;
- b) *équilibre financier*: l'équilibre des charges et des revenus est assuré;
- c) *emploi économe des fonds*: il convient de vérifier si les dépenses prévues sont nécessaires et supportables;
- d) *urgence*: les dépenses sont priorisées en fonction de leur caractère d'urgence;
- e) *rentabilité*: il convient de choisir pour chaque projet la variante qui garantit la solution économique la plus favorable pour un objectif donné;
- f) *non-affectation des impôts*: les impôts ne sont pas affectés à des tâches ou des dépenses particulières;
- g) *gestion axée sur les résultats*: les décisions financières sont prises en fonction de leur efficacité.

² Demeurent réservés les principes spécifiques relatifs aux domaines financés par des taxes et régis par la législation spéciale.

2. Plan financier

Art. 5 But

Le plan financier sert à la planification et au pilotage à moyen terme des finances et des prestations.

Art. 6 Compétences et procédures

¹ La commune établit un plan financier sur cinq ans. Le plan est mis à jour régulièrement et selon les besoins, mais au moins une fois par année.

2. KAPITEL

Haushaltsführung

1. Grundsätze

Art. 4

¹ Die Finanzen werden nach folgenden Grundsätzen verwaltet:

- a) *Gesetzmässigkeit*: Jede Ausgabe bedarf einer Begründung durch eine Rechtsgrundlage.
- b) *Finanzielles Gleichgewicht*: Aufwand und Ertrag werden im Gleichgewicht gehalten.
- c) *Sparsamkeit*: Vorgesehene Ausgaben sind auf ihre Notwendigkeit und Tragbarkeit hin zu prüfen.
- d) *Dringlichkeit*: Die Ausgaben sind in der Reihenfolge ihrer Dringlichkeit vorzunehmen.
- e) *Wirtschaftlichkeit*: Für jedes Vorhaben ist diejenige Variante zu wählen, die bei gegebener Zielsetzung die wirtschaftlich günstigste Lösung gewährleistet.
- f) *Verbot der Zweckbindung von Steuern*: Die Steuern werden nicht an besondere Aufgaben oder Ausgaben gebunden.
- g) *Wirkungsorientierung*: Die finanziellen Entscheidungen werden auf ihre Wirkung hin getroffen.

² Vorbehalten bleiben die besonderen Grundsätze für die Bereiche, die gebührenfinanziert und in einer Spezialgesetzgebung geregelt werden.

2. Finanzplan

Art. 5 Zweck

Der Finanzplan dient der mittelfristigen Planung und Steuerung der Finanzen und der Leistungen.

Art. 6 Zuständigkeit und Verfahren

¹ Die Gemeinde erstellt einen Finanzplan über fünf Jahre. Der Finanzplan wird regelmässig und entsprechend den Bedürfnissen, jedoch mindestens einmal jährlich, nachgeführt.

² Le plan financier est adopté par le conseil communal, sur le préavis de la commission financière.

³ Le plan financier et ses mises à jour sont transmis à la commission financière et à l'assemblée communale ou au conseil général.

⁴ Le Conseil d'Etat édicte les dispositions minimales du plan financier.

3. Budget

Art. 7 But

Le budget sert à la gestion à court terme des finances et des prestations.

Art. 8 Compétences et procédures

¹ Le conseil communal élabore chaque année un projet de budget qu'il présente à l'assemblée communale ou au conseil général.

² L'assemblée communale ou le conseil général adopte le budget jusqu'au 31 décembre de l'année qui précède l'exercice comptable.

³ Le budget des associations de communes et des agglomérations est adopté par le comité et transmis aux communes membres jusqu'au 15 octobre de l'année qui précède l'exercice comptable.

⁴ En l'absence de budget au 1^{er} janvier, le conseil communal n'est autorisé à effectuer que les dépenses indispensables aux activités ordinaires de la commune.

⁵ Le Conseil d'Etat précise le détail de la procédure et les règles applicables en cas de refus du budget.

Art. 9 Structure

Le budget est présenté conformément au plan comptable déterminé dans le modèle comptable harmonisé.

Art. 10 Principes régissant l'établissement du budget

Le budget est établi selon les principes suivants:

- a) *annualité*: l'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile;
- b) *spécialité*: les charges et les revenus du compte de résultats ainsi que les dépenses et les recettes du compte des investissements sont présentés selon la classification fonctionnelle et selon la classification par nature du plan comptable;

² Der Finanzplan wird vom Gemeinderat nach Stellungnahme der Finanzkommission beschlossen.

³ Der Finanzplan und seine Nachführungen werden an die Finanzkommission und die Gemeindeversammlung oder den Generalrat weitergeleitet.

⁴ Der Staatsrat erlässt Mindestvorschriften zum Finanzplan.

3. Budget

Art. 7 Zweck

Das Budget dient der kurzfristigen Steuerung von Finanzen und Leistungen.

Art. 8 Zuständigkeit und Verfahren

¹ Der Gemeinderat erstellt jährlich den Budgetentwurf und legt ihn der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat vor.

² Die Gemeindeversammlung oder der Generalrat genehmigt das Budget jeweils bis 31. Dezember des dem Rechnungsjahr vorausgehenden Jahres.

³ Das Budget der Gemeindeverbände und der Agglomerationen wird vom Vorstand genehmigt und den Mitgliedsgemeinden bis 15. Oktober des dem Rechnungsjahr vorausgehenden Jahres weitergeleitet.

⁴ Liegt am 1. Januar noch kein Budget vor, so ist der Gemeinderat ermächtigt, lediglich die für die ordentliche Tätigkeit unverzichtbaren Ausgaben zu tätigen.

⁵ Der Staatsrat legt die Einzelheiten des Verfahrens und die Regeln im Falle einer Ablehnung des Budgets fest.

Art. 9 Gliederung

Das Budget wird gemäss dem Kontenrahmen im harmonisierten Rechnungslegungsmodell erstellt.

Art. 10 Grundsätze der Budgeterstellung

Das Budget wird nach folgenden Grundsätzen erstellt:

- a) *Jährlichkeit*: Das Budgetjahr entspricht dem Kalenderjahr.
- b) *Spezifikation*: Aufwände und Erträge der Erfolgsrechnung sowie Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung werden nach der funktionalen Gliederung und der Artengliederung des Kontenrahmens unterteilt.

- c) *produit brut*: les charges sont inscrites séparément des revenus du compte de résultats et les dépenses séparément des recettes du compte des investissements, sans aucune compensation, chacun d'entre eux y figurant à son montant intégral;
- d) *comparabilité*: les budgets de la commune et de ses unités administratives sont comparables entre eux et au cours des années;
- e) *permanence*: les principes régissant l'établissement du budget restent inchangés sur une longue période;
- f) *continuité*: les normes régissant l'établissement du budget s'appuient sur le principe selon lequel les activités de la commune perdurent.

Art. 11 Contenu

¹ Le budget contient:

- a) dans le compte de résultats, les charges devant être approuvées et les revenus estimés;
- b) dans le compte des investissements, les dépenses devant être approuvées et les recettes estimées.

² Avec le budget, l'assemblée communale ou le conseil général doit être informé sur le financement et l'utilisation des crédits d'engagement en cours.

³ Le conseil communal accompagne le budget d'un message expliquant les montants qui y sont inscrits, en particulier ceux qui présentent des fluctuations importantes par rapport au budget de l'année précédente.

4. Comptes

Art. 12 Compétence et procédure

¹ Le conseil communal soumet chaque année les comptes à l'approbation de l'assemblée communale ou du conseil général, dans les cinq mois qui suivent la fin de l'exercice.

² Les comptes approuvés sont transmis au Service en charge des communes (ci-après: le Service), au préfet ainsi qu'aux autres instances prévues par la loi.

³ Le Conseil d'Etat précise le détail de la procédure et les règles applicables en cas de refus d'approbation des comptes.

- c) *Bruttodarstellung*: Aufwände und Erträge der Erfolgsrechnung sowie Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung sind getrennt voneinander, ohne Verrechnung, in voller Höhe auszuweisen.
- d) *Vergleichbarkeit*: Die Budgets der Gemeinden und ihrer Verwaltungseinheiten sollen sowohl untereinander als auch über die Zeit hinweg vergleichbar sein.
- e) *Stetigkeit*: Die Grundsätze der Budgeterstellung bleiben über einen längeren Zeitraum unverändert.
- f) *Fortführung*: Die Normen der Budgeterstellung stützen sich auf den Grundsatz der Fortführung der Gemeindetätigkeit.

Art. 11 Inhalt

¹ Das Budget enthält:

- a) in der Erfolgsrechnung: zu bewilligende Aufwände und geschätzte Erträge;
- b) in der Investitionsrechnung: zu bewilligende Ausgaben und geschätzte Einnahmen.

² Mit dem Budget sind der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat Informationen zur Finanzierung und über die Verwendung der noch laufenden Verpflichtungskredite zuzuleiten.

³ Der Gemeinderat erläutert die im Budget enthaltenen Beträge, insbesondere diejenigen, die gegenüber dem Budget des Vorjahres starke Schwankungen aufweisen, in einer begleitenden Botschaft.

4. Jahresrechnung

Art. 12 Zuständigkeit und Verfahren

¹ Der Gemeinderat unterbreitet die Jahresrechnung jedes Jahr innert fünf Monaten nach dem Ende des Rechnungsjahres der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat zur Genehmigung.

² Die genehmigte Jahresrechnung wird an das für die Gemeinden zuständige Amt (das Amt), die Oberamtsperson sowie an die weiteren im Gesetz vorgesehenen Instanzen überwiesen.

³ Der Staatsrat legt die Einzelheiten des Verfahrens und die Regeln für den Fall, dass die Genehmigung der Jahresrechnung verweigert wird, fest.

Art. 13 Contenu

¹ Les comptes se composent des éléments suivants:

- a) le bilan;
- b) le compte de résultats;
- c) le compte des investissements;
- d) le tableau des flux de trésorerie;
- e) l'annexe.

² Les comptes sont structurés conformément au plan comptable déterminé dans le modèle comptable harmonisé.

³ Le compte de résultats et le compte des investissements doivent être présentés de manière identique et parallèlement au budget de l'année de référence.

⁴ Les chiffres du bilan, du compte de résultats et du compte des investissements de l'année précédente doivent également être présentés à l'assemblée communale ou au conseil général pour comparaison.

Art. 14 Bilan

¹ Le bilan présente les actifs et les passifs.

² Les actifs comprennent le patrimoine financier et le patrimoine administratif.

³ Les passifs sont classés par capitaux de tiers et capital propre.

Art. 15 Compte de résultats

¹ Le compte de résultats présente les charges et les revenus des activités courantes de la commune.

² Dans un premier temps, le compte de résultats indique le résultat opérationnel et, dans un second temps, le résultat extraordinaire, avec l'excédent de charges ou de revenus; le résultat total modifie le capital propre.

³ Les charges et les revenus opérationnels du compte de résultats sont ceux qui proviennent des activités courantes d'exploitation et de financement de la commune.

⁴ Les charges et les revenus du compte de résultats sont considérés comme extraordinaires si l'on ne pouvait en aucune manière les envisager, lorsqu'ils se soustraient à toute influence et tout contrôle et ne relèvent pas du domaine opérationnel. Sont également considérés comme extraordinaires les attributions au capital propre et les prélèvements sur ce dernier ainsi que, le cas échéant, le remboursement du découvert du bilan.

Art. 13 Inhalt

¹ Die Jahresrechnung enthält die folgenden Elemente:

- a) Bilanz;
- b) Erfolgsrechnung;
- c) Investitionsrechnung;
- d) Geldflussrechnung;
- e) Anhang.

² Die Jahresrechnung gliedert sich nach dem Kontenrahmen des Harmonisierten Rechnungslegungsmodells.

³ Die Erfolgsrechnung und die Investitionsrechnung müssen gleich wie im Budget des Berichtsjahres und parallel dazu dargestellt werden.

⁴ Der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat müssen zum Vergleich auch die Zahlen der Bilanz, der Erfolgsrechnung und der Investitionsrechnung des Vorjahres aufgezeigt werden.

Art. 14 Bilanz

¹ Die Bilanz enthält die aktiven und die passiven Bestände.

² Die Aktiven werden in Finanz- und Verwaltungsvermögen gegliedert.

³ Die Passiven werden in Fremdkapital und Eigenkapital gegliedert.

Art. 15 Erfolgsrechnung

¹ Die Erfolgsrechnung enthält die Aufwände und Erträge der laufenden Gemeindetätigkeit.

² Die Erfolgsrechnung weist zunächst das operative und dann das ausserordentliche Ergebnis mit dem Aufwand- oder dem Ertragsüberschuss aus; das Gesamtergebnis verändert das Eigenkapital.

³ Die operativen Aufwände und Erträge der Erfolgsrechnung stammen aus der laufenden Betriebs- und Finanzierungstätigkeit der Gemeinde.

⁴ Aufwand und Ertrag der Erfolgsrechnung gelten als ausserordentlich, wenn sie in keiner Weise vorhergesehen werden konnten, wenn sie sich der Einflussnahme und Kontrolle entziehen und nicht zum operativen Bereich gehören. Als ausserordentlich gelten auch Einlagen in und Entnahmen aus Eigenkapital sowie gegebenenfalls die Abtragung des Bilanzfehlbetrags.

Art. 16 Compte des investissements

¹ Le compte des investissements présente les dépenses et les recettes des réalisations à moyen et long termes de la commune.

² Les dépenses et les recettes du compte des investissements sont considérées comme extraordinaires si l'on ne pouvait en aucune manière les envisager, lorsqu'elles se soustraient à toute influence et tout contrôle et ne relèvent pas du domaine opérationnel.

Art. 17 Tableau des flux de trésorerie

¹ Le tableau des flux de trésorerie renseigne sur l'origine et l'utilisation des fonds.

² Le tableau des flux de trésorerie présente de manière détaillée le flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (compte de résultats), celui qui provient de l'activité d'investissement (compte des investissements) et celui qui provient de l'activité de financement.

Art. 18 Annexe

¹ L'annexe aux comptes annuels:

- a) indique la limite d'activation, les règles régissant la présentation des comptes et les éventuelles dérogations à ces règles, à la condition que la dérogation soit conforme au cadre légal;
- b) offre une vue d'ensemble des principes relatifs à la présentation des comptes, y compris des principes les plus importants régissant l'établissement du bilan et l'évaluation, en particulier les taux d'amortissement;
- c) contient l'état du capital propre;
- d) contient le tableau des provisions;
- e) contient les tableaux des participations et des garanties;
- f) présente, dans le tableau des immobilisations, des informations détaillées sur les placements de capitaux;
- g) fournit des indications supplémentaires permettant d'apprécier l'état de la fortune et des revenus, les engagements et les risques financiers;
- h) affiche, pour chaque indicateur financier défini par la présente loi, les valeurs de la commune.

² Le contenu des différents éléments de l'annexe est précisé par le Conseil d'Etat.

Art. 16 Investitionsrechnung

¹ Die Investitionsrechnung enthält die Ausgaben und Einnahmen von mittel- und langfristigen Vorhaben der Gemeinde.

² Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung gelten als ausserordentlich, wenn sie in keiner Weise vorhergesehen werden konnten, wenn sie sich der Einflussnahme und Kontrolle entziehen und nicht zum operativen Bereich gehören.

Art. 17 Geldflussrechnung

¹ Die Geldflussrechnung gibt Auskunft über die Herkunft und die Verwendung der Mittel.

² Die Geldflussrechnung zeigt den Geldfluss aus betrieblichen Tätigkeiten (Erfolgsrechnung), denjenigen aus der Investitionstätigkeit (Investitionsrechnung) und denjenigen aus der Finanzierungstätigkeit im Detail auf.

Art. 18 Anhang

¹ Der Anhang der Jahresrechnung:

- a) gibt die Aktivierungsgrenze, die für die Rechnungslegung anzuwendenden Regeln und allfällige Abweichungen von diesen Regeln, sofern diese Abweichung rechtmässig ist, an;
- b) fasst die Rechnungslegungsgrundsätze einschliesslich der wesentlichen Grundsätze zur Bilanzierung und Bewertung, insbesondere die Abschreibungsgrundsätze, zusammen;
- c) enthält den Eigenkapitalnachweis;
- d) enthält den Rückstellungsspiegel;
- e) enthält den Beteiligungs- und Gewährleistungsspiegel;
- f) zeigt Einzelheiten über die Kapitalanlagen im Anlagespiegel auf;
- g) enthält zusätzliche Angaben, die für die Beurteilung der Vermögens- und Ertragslage, der Verpflichtungen und der finanziellen Risiken von Bedeutung sind;
- h) zeigt für jede in diesem Gesetz festgelegte Finanzkennzahl die Werte der Gemeinde auf.

² Der Inhalt der verschiedenen Elemente des Anhangs wird vom Staatsrat festgelegt.

5. Rapport de gestion

Art. 19

¹ Par le rapport de gestion, le conseil communal fait état de ses principales activités et des évolutions importantes durant l'exercice écoulé.

² Le rapport de gestion est présenté à l'assemblée communale ou au conseil général en même temps que les comptes.

³ L'assemblée communale ou le conseil général prend acte du rapport de gestion du conseil communal.

6. Instruments de pilotage financier et évaluation de la situation financière

Art. 20 Equilibre financier

¹ Le budget du compte de résultats doit être équilibré.

² Les coefficients et taux d'impôts doivent être fixés de manière à assurer l'équilibre financier.

³ Un excédent de charges n'est admis que si le capital propre non affecté permet de l'absorber.

Art. 21 Excédents des comptes et découvert au bilan

¹ Si les comptes présentent un excédent de charges, celui-ci grève le capital propre; à défaut de capital propre, l'excédent de charges est porté en augmentation du découvert au bilan.

² Si les comptes présentent un excédent de revenus, il est porté en augmentation du capital propre; à défaut de capital propre, il sert à amortir le découvert au bilan.

³ Si le bilan affiche un découvert, celui-ci doit être amorti au maximum sur cinq ans; les budgets concernés tiennent compte du montant nécessaire à amortir ce découvert jusqu'à l'obtention d'un capital propre non affecté.

Art. 22 Limitation de l'endettement

¹ L'augmentation des capitaux de tiers résultant de l'activité d'investissement doit être limitée.

² Le Conseil d'Etat fixe les règles de limitation à l'aide d'indicateurs financiers.

5. Geschäftsbericht

Art. 19

¹ Im Geschäftsbericht legt der Gemeinderat seine Haupttätigkeit und die wichtigsten Entwicklungen während des vergangenen Rechnungsjahrs dar.

² Der Geschäftsbericht wird der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat gleichzeitig mit der Jahresrechnung vorgelegt.

³ Die Gemeindeversammlung oder der Generalrat nimmt vom Geschäftsbericht des Gemeinderats Kenntnis.

6. Instrumente zur finanziellen Steuerung und Bewertung der Finanzlage

Art. 20 Gleichgewicht des Finanzhaushalts

¹ Das Budget der Erfolgsrechnung muss ausgeglichen sein.

² Die Steuerfüsse und -sätze müssen so festgelegt werden, dass das Gleichgewicht des Finanzhaushalts gewährleistet ist.

³ Ein Aufwandüberschuss ist nur dann gestattet, wenn er durch das nicht zweckgebundene Eigenkapital gedeckt werden kann.

Art. 21 Rechnungsüberschuss und Bilanzfehlbetrag

¹ Weist die Jahresrechnung einen Aufwandüberschuss auf, so wird dieser dem Eigenkapital belastet; bei Fehlen von Eigenkapital erhöht der Aufwandüberschuss den Bilanzfehlbetrag.

² Weist die Jahresrechnung einen Ertragsüberschuss auf, so wird er dem Eigenkapital angerechnet; bei Fehlen von Eigenkapital dient er der Abtragung des Bilanzfehlbetrags.

³ Weist die Bilanz einen Fehlbetrag auf, so muss dieser in mindestens fünf Jahren abgetragen werden. In den betreffenden Budgets wird der für die Abtragung dieses Bilanzfehlbetrags nötige Betrag berücksichtigt, bis ein nicht zweckgebundenes Eigenkapital erreicht ist.

Art. 22 Schuldenbegrenzung

¹ Die Zunahme des Fremdkapitals aus der Investitionstätigkeit muss begrenzt werden.

² Der Staatsrat legt die Regeln zur Begrenzung mittels Finanzkennzahlen fest.

Art. 23 Indicateurs financiers

¹ La situation financière doit notamment être présentée à l'aide des indicateurs financiers suivants:

- a) le taux d'endettement net;
- b) le degré d'autofinancement;
- c) la part des charges d'intérêts;
- d) la dette brute par rapport aux revenus;
- e) la proportion des investissements;
- f) la part du service de la dette;
- g) la dette nette par habitant;
- h) le taux d'autofinancement.

² Les indicateurs financiers sont définis par le Conseil d'Etat, sur la base des normes reconnues.

³ Le Conseil d'Etat précise l'applicabilité des indicateurs financiers aux autres collectivités publiques locales.

⁴ Le conseil communal peut présenter des indicateurs supplémentaires déterminant la situation financière de la commune.

CHAPITRE 3

Droit des crédits

1. Généralités

Art. 24

¹ Un crédit est une autorisation de procéder, dans un but précis, à des engagements financiers d'un montant déterminé.

² Les crédits doivent être demandés avant tout nouvel engagement.

³ Ils doivent être demandés sous forme de crédits d'engagement, de crédits additionnels, de crédits budgétaires ou de crédits supplémentaires.

⁴ Ils doivent servir à financer l'objet pour lequel ils ont été attribués.

⁵ Ils sont évalués en fonction des besoins prévisibles.

Art. 23 Finanzkennzahlen

¹ Die Finanzlage muss namentlich anhand folgender Finanzkennzahlen aufgezeigt werden:

- a) Nettoverschuldungsquotient;
- b) Selbstfinanzierungsgrad;
- c) Zinsbelastungsanteil;
- d) Bruttoverschuldungsanteil;
- e) Investitionsanteil;
- f) Kapitaldienstanteil;
- g) Nettoschuld pro Einwohner;
- h) Selbstfinanzierungsanteil.

² Die Finanzkennzahlen werden vom Staatsrat auf der Grundlage der anerkannten Normen festgelegt.

³ Der Staatsrat legt fest, inwiefern die Finanzkennzahlen für die übrigen gemeinderechtlichen Körperschaften gelten.

⁴ Der Gemeinderat kann zusätzliche Kennzahlen zur Bestimmung der Finanzlage der Gemeinde vorlegen.

3. KAPITEL

Kreditrecht

1. Allgemeines

Art. 24

¹ Ein Kredit ist eine Ermächtigung, für einen bestimmten Zweck bis zu einem festgelegten Betrag finanzielle Verpflichtungen einzugehen.

² Kredite müssen vor dem Eingehen neuer Verpflichtungen eingeholt werden.

³ Sie müssen in Form von Verpflichtungs-, Zusatz-, Budget- oder Nachtragskrediten beantragt werden.

⁴ Sie müssen für denjenigen Zweck verwendet werden, für den sie bewilligt wurden.

⁵ Sie werden aufgrund von Schätzungen des voraussichtlichen Bedarfs festgelegt.

2. Crédit d'engagement et crédit additionnel

Art. 25 Crédit d'engagement a) Généralités et définitions

¹ Le crédit d'engagement est une autorisation de procéder à une dépense nouvelle, unique ou périodique, pour un objet déterminé et dont le montant dépasse le seuil fixé par le règlement communal des finances.

² Le crédit d'engagement est soumis pour approbation à l'assemblée communale ou au conseil général, accompagné d'un message; le Conseil d'Etat fixe les éléments essentiels de celui-ci.

Art. 26 aa) Crédit d'étude

Le crédit d'étude est un crédit d'engagement permettant l'estimation de l'ampleur et des conséquences financières de grands projets futurs.

Art. 27 ab) Crédit d'ouvrage

Le crédit d'ouvrage est un crédit d'engagement destiné à un projet individuel et qui autorise la dépense jusqu'à concurrence du montant fixé.

Art. 28 ac) Crédit-cadre

Le crédit-cadre est un crédit d'engagement destiné à plusieurs projets individuels, présentant un lien objectif entre eux et réunis dans un programme, et qui autorise la dépense jusqu'à concurrence du montant fixé.

Art. 29 b) Estimation

¹ Les types de crédits d'engagement définis aux articles 26, 27 et 28 sont estimés sur la base de calculs établis de manière rigoureuse.

² Ils peuvent contenir une clause d'indexation prenant en compte les risques liés à l'évolution des coûts.

³ Ils sont réduits de manière appropriée en cas de baisse des coûts.

Art. 30 c) Lien avec le budget

Les besoins financiers annuels consécutifs à des crédits d'engagement doivent être inscrits au budget à titre de charges du compte de résultats ou de dépenses du compte des investissements.

2. Verpflichtungs- und Zusatzkredit

Art. 25 Verpflichtungskredit a) Allgemeines und Begriffe

¹ Ein Verpflichtungskredit ist eine Ermächtigung, eine einmalige oder wiederkehrende neue Ausgabe für einen bestimmten Zweck vorzunehmen, deren Betrag die im Finanzreglement der Gemeinde festgelegte Grenze übersteigt.

² Ein Verpflichtungskredit wird der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat zusammen mit einer Botschaft zur Genehmigung unterbreitet; der Staatsrat legt die wesentlichen Elemente der Botschaft fest.

Art. 26 aa) Projektierungskredit

Ein Projektierungskredit ist ein Verpflichtungskredit für die Abklärung der Tragweite und der finanziellen Auswirkungen umfangreicher zukünftiger Vorhaben.

Art. 27 ab) Objektkredit

Ein Objektkredit ist ein Verpflichtungskredit für ein Einzelvorhaben, der zu einer Ausgabe bis zum bewilligten Betrag ermächtigt.

Art. 28 ac) Rahmenkredit

Ein Rahmenkredit ist ein Verpflichtungskredit, der zu einer Ausgabe bis zum bewilligten Betrag für mehrere Einzelvorhaben, die in einem Programm zusammengefasst sind und einen objektiven Zusammenhang aufweisen, ermächtigt.

Art. 29 b) Schätzung

¹ Die in den Artikeln 26, 27 und 28 definierten Arten von Verpflichtungskrediten werden aufgrund sorgfältiger Berechnungen geschätzt.

² Sie können eine Preisstandsklausel enthalten, welche die Risiken in Zusammenhang mit der Kostenentwicklung berücksichtigt.

³ Bei einem Preisrückgang werden die Kredite angemessen angepasst.

Art. 30 c) Zusammenhang mit dem Budget

Der Mittelbedarf aus Verpflichtungskrediten muss als Aufwand der Erfolgsrechnung oder als Ausgabe der Investitionsrechnung ins Budget aufgenommen werden.

Art. 31 d) Décompte et expiration

¹ Tout crédit d'engagement doit faire l'objet d'un décompte final soumis pour information à l'assemblée communale ou au conseil général dès que le projet est réalisé.

² Un crédit d'engagement expire lorsque la réalisation du projet n'a pas débuté cinq ans après l'entrée en force du vote, sous réserve de l'alinéa 3.

³ En cas de procédures contentieuses pouvant retarder la réalisation d'un projet, le délai d'expiration est suspendu.

Art. 32 e) Contrôle des engagements

Le conseil communal tient le contrôle des engagements contractés, des crédits utilisés et des paiements effectués ainsi que de la répartition des crédits-cadres entre les projets individuels.

Art. 33 Crédit additionnel

¹ Le crédit additionnel complète un crédit d'engagement insuffisant.

² Le conseil communal doit sans délai demander un crédit additionnel avant de procéder à un autre engagement s'il se révèle, avant la réalisation d'un projet ou au cours de celle-ci, que le crédit d'engagement accordé sera dépassé.

³ Les crédits additionnels constituant des dépenses liées ne nécessitent pas le recours à une décision de l'assemblée communale ou du conseil général. Toutefois, si le montant d'un tel crédit additionnel dépasse la compétence financière du conseil communal, ce dernier doit informer la commission financière, qui doit donner son accord à la qualification de dépense liée préalablement à l'engagement.

3. Crédit budgétaire et crédit supplémentaire

Art. 34 Crédit budgétaire

Le crédit budgétaire est une autorisation de grever les comptes annuels pour un but déterminé jusqu'à concurrence du plafond fixé.

Art. 31 d) Abrechnung und Verfall

¹ Zu jedem Verpflichtungskredit muss eine Schlussabrechnung erstellt werden, die der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat zur Information unterbreitet wird, sobald das Vorhaben abgeschlossen ist.

² Ein Verpflichtungskredit verfällt, wenn mit der Umsetzung des Vorhabens fünf Jahre nach Inkrafttreten der Abstimmung nicht begonnen wurde; Abs. 3 bleibt vorbehalten.

³ Im Falle eines Rechtsstreits, der die Umsetzung des Vorhabens verzögern kann, wird die Verfallfrist ausgesetzt.

Art. 32 e) Verpflichtungskontrolle

Der Gemeinderat führt die Kontrolle über die eingegangenen Verpflichtungen, die beanspruchten Kredite, die erfolgten Zahlungen und die Aufteilung der Rahmenkredite auf die Einzelvorhaben.

Art. 33 Zusatzkredit

¹ Ein Zusatzkredit ist die Ergänzung eines nicht ausreichenden Verpflichtungskredits.

² Zeigt sich vor oder während der Ausführung eines Vorhabens, dass der bewilligte Verpflichtungskredit überschritten wird, so muss der Gemeinderat vor dem Eingehen neuer Verpflichtungen ohne Verzug einen Zusatzkredit beantragen.

³ Wenn es sich bei den Zusatzkrediten um gebundene Ausgaben handelt, müssen sie nicht von der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat beschlossen werden. Übersteigt der Betrag eines solchen Zusatzkredits jedoch die finanzielle Kompetenz des Gemeinderats, so muss dieser die Finanzkommission informieren, die vor dem Eingehen der Verpflichtung ihr Einverständnis zur Qualifizierung als gebundene Ausgabe geben muss.

3. Budget- und Nachtragskredit

Art. 34 Budgetkredit

Ein Budgetkredit ist eine Ermächtigung, die Jahresrechnung für einen bestimmten Zweck bis zum festgelegten Betrag zu belasten.

Art. 35 Crédit supplémentaire

¹ Le crédit supplémentaire corrige un crédit budgétaire jugé insuffisant.

² Le conseil communal demande un crédit supplémentaire, sans délai et préalablement à l'engagement, s'il se révèle avant l'exécution d'un projet ou au cours de celle-ci que le crédit budgétaire est insuffisant; les règles de dépassement de crédit demeurent réservées.

³ Le crédit supplémentaire doit faire l'objet d'une décision de l'assemblée communale ou du conseil général modifiant le budget.

Art. 36 Dépassement de crédit

¹ Le conseil communal est compétent pour décider un dépassement de crédit lorsque l'engagement d'une charge ou d'une dépense ne peut être ajourné sans avoir de conséquences néfastes pour la commune ou lorsqu'il s'agit d'une dépense liée. L'article 33 al. 3, 2^e phr., demeure réservé.

² En outre, les dépassements de crédits sont autorisés en cas de charges ou de dépenses lorsque celles-ci sont compensées par les revenus ou les recettes afférents au même objet dans le même exercice.

³ Le conseil communal établit une liste motivée de tous les objets dont le dépassement excède les limites fixées par le règlement communal des finances et les soumet globalement à l'assemblée communale ou au conseil général pour approbation, au plus tard lors de la présentation des comptes.

Art. 37 Expiration

¹ Les crédits budgétaires et supplémentaires expirent à la fin de l'exercice.

² Lorsque la réalisation de projets d'investissement, de mesures ou de travaux prévus ne peut être terminée avant la fin de l'année, le conseil communal peut reporter à l'année suivante les crédits budgétaires ou les crédits supplémentaires autorisés qui n'ont pas été entièrement utilisés.

³ Lors de l'approbation des comptes, le conseil communal soumet à l'assemblée communale ou au conseil général un rapport sur les postes concernés par l'alinéa 2.

Art. 35 Nachtragskredit

¹ Ein Nachtragskredit ist die Ergänzung eines nicht ausreichenden Budgetkredits.

² Zeigt sich vor oder während der Beanspruchung des Budgetkredits, dass dieser nicht ausreicht, so muss der Gemeinderat vor dem Eingehen neuer Verpflichtungen ohne Verzug einen Nachtragskredit beantragen; die Vorschriften zur Kreditüberschreitung bleiben vorbehalten.

³ Ein Nachtragskredit ist Gegenstand eines Beschlusses der Gemeindeversammlung oder des Generalrats zur Änderung des Budgets.

Art. 36 Kreditüberschreitung

¹ Erträgt ein Aufwand oder eine Ausgabe ohne nachteilige Folgen für die Gemeinde keinen Aufschub oder handelt es sich um eine gebundene Ausgabe, so ist der Gemeinderat dafür zuständig, die Kreditüberschreitung zu beschliessen. Artikel 33 Abs. 3, 2. Satz bleibt vorbehalten.

² Kreditüberschreitungen sind ferner zulässig für Aufwände und Ausgaben, denen im gleichen Rechnungsjahr entsprechende sachbezogene Erträge und Einnahmen gegenüberstehen.

³ Der Gemeinderat erstellt eine begründete Liste aller Geschäfte, deren Überschreitung die im Finanzreglement der Gemeinde festgelegten Grenzen übersteigen, und unterbreitet diese spätestens beim Vorlegen der Rechnung gesamthaft der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat zur Genehmigung.

Art. 37 Verfall

¹ Nicht beanspruchte Budget- und Nachtragskredite verfallen am Ende des Rechnungsjahres.

² Kann die Realisierung von Investitionsvorhaben, Massnahmen oder Projekten nicht vor Jahresende abgeschlossen werden, so kann der Gemeinderat bewilligte Budget- und Nachtragskredite, die nicht vollständig beansprucht wurden, auf das Folgejahr übertragen.

³ Der Gemeinderat legt der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat über die Posten nach Absatz 2 bei der Genehmigung der Jahresrechnung einen Bericht vor.

4. Financements spéciaux

Art. 38

¹ Le financement spécial est l'affectation obligatoire de moyens à la réalisation d'une tâche publique définie. La création d'un financement spécial requiert une base légale.

² Les charges et les revenus sont inscrits dans le compte de résultats tandis que les dépenses et les recettes sont inscrites dans le compte des investissements. Les soldes de financement spéciaux sont portés au bilan.

³ Sous réserve des législations spéciales, les charges, les dépenses, les revenus et les recettes directs et calculés sont débités ou crédités aux financements spéciaux.

CHAPITRE 4

Présentation des comptes

1. Généralités

Art. 39 But et structure

La présentation des comptes fournit une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

Art. 40 Principes régissant la présentation des comptes

¹ Les comptes sont présentés selon les principes suivants:

- a) *annualité*: l'exercice comptable coïncide avec l'année civile;
- b) *comptabilité d'exercice*: les charges et les revenus du compte de résultats ainsi que les dépenses et les recettes du compte des investissements sont comptabilisés dans la période durant laquelle ils sont générés; le bilan est établi en fonction de la date de clôture;
- c) *spécialité*: les charges, les revenus, les dépenses et les recettes sont présentés selon la classification fonctionnelle et selon la classification par nature du plan comptable; les actifs et les passifs du bilan sont présentés selon la classification par nature;
- d) *prudence*: la présentation des comptes et du bilan intègre tous les risques réels susceptibles d'en modifier les valeurs;

4. Spezialfinanzierungen

Art. 38

¹ Eine Spezialfinanzierung besteht in einer verpflichtenden Zweckbindung von Mitteln zur Erfüllung bestimmter öffentlicher Aufgaben. Die Errichtung einer Spezialfinanzierung bedarf einer gesetzlichen Grundlage.

² Aufwand und Ertrag werden in der Erfolgsrechnung verbucht, Investitionsausgaben und -einnahmen in der Investitionsrechnung. Saldi von Spezialfinanzierungen werden bilanziert.

³ Einer Spezialfinanzierung werden alle direkten und kalkulatorischen Aufwände und Ausgaben bzw. Erträge und Einnahmen belastet bzw. gutgeschrieben. Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

4. KAPITEL

Rechnungslegung

1. Allgemeines

Art. 39 Zweck und Gliederung

Die Rechnungslegung vermittelt ein wirklichkeitsgetreues Bild des Vermögens, der Finanzlage und des Erfolgs.

Art. 40 Grundsätze der Rechnungslegung

¹ Die Rechnungslegung erfolgt nach folgenden Grundsätzen:

- a) *Jährlichkeit*: Das Rechnungsjahr entspricht dem Kalenderjahr.
- b) *Periodenabgrenzung*: Die Aufwände und Erträge der Erfolgsrechnung und die Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung werden in derjenigen Periode erfasst, in der sie verursacht werden. Die Bilanz wird als Stichtagsrechnung geführt.
- c) *Spezifikation*: Aufwände, Erträge, Ausgaben und Einnahmen werden nach der funktionalen Gliederung und der Artengliederung des Kontenrahmens unterteilt. Die Aktiven und die Passiven der Bilanz werden nach der Artengliederung unterteilt.
- d) *Vorsicht*: Die Rechnungslegung und die Bilanz enthalten alle realen Risiken, aufgrund derer die Werte verändert werden könnten.

- e) *produit brut*: les charges sont inscrites séparément des revenus du compte de résultats, les dépenses séparément des recettes du compte des investissements et les actifs séparément des passifs du bilan, sans aucune compensation, chacun d'entre eux y figurant à son montant intégral;
- f) *importance*: toutes les informations pertinentes nécessaires à une appréciation rapide et complète de l'état de la fortune, des finances et des revenus sont présentées;
- g) *spécialité qualitative*: un crédit ne peut être affecté qu'au but pour lequel il est octroyé;
- h) *spécialité quantitative*: une dépense ne peut être engagée que jusqu'à concurrence du montant inscrit dans le budget; sont réservées les dispositions relatives au dépassement de crédit;
- i) *spécialité temporelle*: un crédit budgétaire non utilisé est périmé à la fin de l'exercice comptable; sont réservés les reports de crédits d'investissement;
- j) *comparabilité*: les comptes de la commune et de ses unités administratives sont comparables entre eux et au cours des années;
- k) *permanence*: les principes régissant la présentation des comptes restent inchangés sur une longue période;
- l) *continuité*: les normes régissant la présentation des comptes s'appuient sur le principe selon lequel les activités de la commune perdurent.

² En outre, les informations fournies pour la présentation des comptes tiennent compte des critères suivants:

- a) *clarté*: les informations sont précises et compréhensibles;
- b) *fiabilité*: les informations reflètent la réalité des faits;
- c) *neutralité*: les informations sont objectives et excluent l'arbitraire.

2. Etablissement du bilan, évaluation et amortissements

Art. 41 Etablissement du bilan

¹ Les actifs du patrimoine financier sont portés au bilan lorsqu'ils apportent une utilité économique sur plusieurs années et que leur valeur peut être déterminée de manière fiable.

- e) *Bruttodarstellung*: Aufwände und Erträge der Erfolgsrechnung, Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung sowie Aktiven und Passiven der Bilanz sind getrennt voneinander, ohne Verrechnung, in voller Höhe auszuweisen.
- f) *Wesentlichkeit*: Sämtliche sachdienlichen Informationen, die für eine rasche und umfassende Beurteilung der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage notwendig sind, werden offengelegt.
- g) *Qualitative Bindung*: Ein Kredit kann nur für den Zweck verwendet werden, für den er gesprochen wurde.
- h) *Quantitative Bindung*: Eine Ausgabe kann nur bis zu dem im Budget eingestellten Betrag getätigt werden; die Bestimmungen über die Kreditüberschreitung bleiben vorbehalten.
- i) *Zeitliche Bindung*: Ein nicht verwendeter Budgetkredit verfällt am Ende des Rechnungsjahres. Die Übertragung von Investitionskrediten bleibt vorbehalten.
- j) *Vergleichbarkeit*: Die Jahresrechnungen der Gemeinden und ihrer Verwaltungseinheiten sind sowohl untereinander als auch über die Zeit hinweg vergleichbar.
- k) *Stetigkeit*: Die Grundsätze der Rechnungslegung bleiben über einen längeren Zeitraum unverändert.
- l) *Fortführung*: Die Normen der Rechnungslegung stützen sich auf den Grundsatz der Fortführung der Gemeindetätigkeit.

² Im Übrigen erfüllen die Informationen für die Rechnungslegung folgende Kriterien:

- a) *Verständlichkeit*: Die Informationen sind präzise und verständlich.
- b) *Zuverlässigkeit*: Die Informationen sind sachlich richtig.
- c) *Neutralität*: Die Informationen werden objektiv und willkürfrei dargestellt.

2. Bilanzierung, Bewertung und Abschreibungen

Art. 41 Bilanzierung

¹ Vermögenswerte im Finanzvermögen werden bilanziert, wenn sie einen wirtschaftlichen Nutzen über mehrere Jahre erbringen und ihr Wert verlässlich ermittelt werden kann.

² Les actifs du patrimoine administratif sont portés au bilan lorsqu'ils entraînent un flux de capital ou présentent une utilité publique pour plusieurs années et que leur valeur dépasse la limite d'activation et peut être déterminée de manière fiable.

³ Les engagements sont portés au bilan lorsqu'ils entraînent une sortie de fonds et que leur valeur peut être déterminée de manière fiable.

⁴ Des provisions sont constituées en vue de couvrir des engagements existants dont la date d'exécution ou le montant des sorties de fonds qu'ils entraîneront sont incertains.

Art. 42 Limite d'activation

¹ La commune définit, dans le règlement communal des finances, la limite d'activation pour la comptabilisation des investissements.

² Les objets n'atteignant pas la limite d'activation sont portés au compte de résultats.

³ La limite d'activation figure dans l'annexe aux comptes. La fixation de la limite y est motivée, de même que toute modification de la limite.

Art. 43 Evaluation des capitaux de tiers et du patrimoine financier

¹ Les capitaux de tiers et le patrimoine financier inscrits au bilan sont évalués à la valeur nominale, sous réserve des alinéas 2 et 3.

² Les immobilisations du patrimoine financier sont évaluées au coût d'acquisition lors du premier établissement du bilan. En l'absence de dépenses, l'établissement du bilan se fait à la valeur vénale au moment de l'entrée dans la comptabilité.

³ Les évaluations ultérieures ont lieu à la valeur vénale à la date de clôture du bilan, les placements financiers étant réévalués chaque année et les immobilisations tous les cinq ans.

⁴ Si une diminution durable de la valeur est prévisible sur un poste du patrimoine financier, la valeur portée au bilan sera réévaluée sans délai.

⁵ Le Conseil d'Etat peut préciser les critères d'évaluation par catégorie de biens.

Art. 44 Patrimoine administratif a) Evaluation

¹ Les immobilisations du patrimoine administratif sont inscrites au bilan au coût d'acquisition ou de production. En l'absence de dépenses, la valeur vénale est portée au bilan au titre de coût d'acquisition.

² Vermögenswerte im Verwaltungsvermögen werden bilanziert, wenn sie zukünftige Vermögenszuflüsse bewirken oder einen mehrjährigen öffentlichen Nutzen aufweisen und ihr Wert die Aktivierungsgrenze überschreitet und verlässlich ermittelt werden kann.

³ Verpflichtungen werden bilanziert, wenn ihre Erfüllung zu einem Mittelabfluss führt und ihr Wert verlässlich ermittelt werden kann.

⁴ Rückstellungen werden gebildet für bestehende Verpflichtungen, bei denen der Zeitpunkt der Erfüllung oder die Höhe des künftigen Mittelabflusses mit Unsicherheiten behaftet sind.

Art. 42 Aktivierungsgrenze

¹ Die Gemeinde legt im Finanzreglement eine Aktivierungsgrenze für die Investitionsrechnung fest.

² Geschäfte, welche die Aktivierungsgrenze nicht erreichen, werden in der Erfolgsrechnung ausgewiesen.

³ Die Aktivierungsgrenze wird im Anhang zur Jahresrechnung aufgeführt. Die Festsetzung sowie jede Änderung der Grenze müssen begründet werden.

Art. 43 Bewertung des Fremdkapitals und des Finanzvermögens

¹ Das bilanzierte Fremdkapital und das bilanzierte Finanzvermögen werden zum Nominalwert bewertet. Die Absätze 2 und 3 bleiben vorbehalten.

² Anlagen im Finanzvermögen werden bei erstmaliger Bilanzierung zu Anschaffungskosten bilanziert. Entstehen keine Ausgaben, so wird zu Verkehrswerten zum Zeitpunkt des Zugangs in die Buchhaltung bilanziert.

³ Folgebewertungen erfolgen zum Verkehrswert am Bilanzierungsstichtag, wobei eine Neubewertung der Finanzanlagen jährlich und der übrigen Anlagen alle fünf Jahre stattfindet.

⁴ Ist bei einer Position des Finanzvermögens eine dauerhafte Wertminderung absehbar, wird deren bilanzierter Wert unverzüglich berichtet.

⁵ Der Staatsrat kann die Bewertungskriterien je Güterkategorie festlegen.

Art. 44 Verwaltungsvermögen a) Bewertung

¹ Anlagen im Verwaltungsvermögen werden zu Anschaffungs- bzw. Herstellungskosten bilanziert. Entstehen keine Ausgaben, so wird der Verkehrswert als Anschaffungskosten bilanziert.

² Si une diminution durable de la valeur est prévisible sur un poste du patrimoine administratif, sa valeur nominale sera réévaluée sans délai.

Art. 45 b) Amortissement

¹ Les immobilisations du patrimoine administratif dont la valeur diminue en raison de l'utilisation sont amorties en fonction de leur durée d'utilisation.

² L'amortissement est linéaire.

³ Le Conseil d'Etat fixe les taux d'amortissement.

3. Comptabilisation des entités communales et intercommunales

Art. 46 Entités dépendant de la commune

¹ En conformité au plan comptable, les unités administratives correspondant aux activités communales sont intégrées aux comptes communaux.

² Le cas échéant, les établissements communaux ne disposant pas de la personnalité juridique sont également intégrés à la comptabilité communale en tant que financements spéciaux.

Art. 47 Ententes intercommunales

¹ La comptabilité de l'entente intercommunale est intégrée dans sa totalité dans la comptabilité de la commune pilote.

² Les budgets sont transmis aux communes partenaires pour intégration de leur participation dans leur propre budget.

³ Les comptes sont soumis au contrôle de l'organe de révision de la commune pilote et transmis aux communes partenaires pour intégration de leur participation dans leur propre compte.

⁴ Le Conseil d'Etat édicte les précisions nécessaires assurant notamment que l'intégration des ententes intercommunales n'a pas d'impact sur les valeurs des indicateurs financiers de la commune pilote.

Art. 48 Entités de droit public

¹ Les établissements communaux personnalisés ainsi que les associations de communes et les agglomérations établissent le tableau des participations des communes liées ou membres.

² Les données financières figurent dans le propre tableau des participations de chaque commune concernée.

² Ist bei einer Position des Verwaltungsvermögens eine dauerhafte Wertminderung absehbar, so wird deren bilanzierter Wert unverzüglich berichtet.

Art. 45 b) Abschreibungen

¹ Anlagen des Verwaltungsvermögens, die durch Nutzung einem Wertverzehr unterliegen, werden nach der Nutzungsdauer abgeschrieben.

² Die Abschreibung erfolgt linear.

³ Der Staatsrat legt die Abschreibungssätze fest.

3. Verbuchung der kommunalen und interkommunalen Einheiten

Art. 46 Von der Gemeinde abhängige Einheiten

¹ In Übereinstimmung mit dem Kontenrahmen werden die Verwaltungseinheiten, die den Gemeindetätigkeiten entsprechen, in die Gemeinderechnung integriert.

² Gegebenenfalls werden Gemeindeanstalten ohne eigene Rechtspersönlichkeit als Spezialfinanzierungen ebenfalls in die Gemeinderechnung integriert.

Art. 47 Gemeindeübereinkünfte

¹ Die Buchhaltung einer Gemeindeübereinkunft wird vollumfänglich in die Buchhaltung der federführenden Gemeinde integriert.

² Das Budget wird den Partnergemeinden weitergeleitet, damit sie ihre Beteiligung in ihr eigenes Budget integrieren können.

³ Die Jahresrechnung wird der Revisionsstelle der federführenden Gemeinde zur Kontrolle unterbreitet und anschliessend den Partnergemeinden weitergeleitet, damit sie ihre Beteiligung in ihre eigene Rechnung integrieren können.

⁴ Der Staatsrat erlässt die notwendigen Einzelheiten, um namentlich sicherzustellen, dass die Integration der Gemeindeübereinkünfte keinen Einfluss auf die Werte der Finanzkennzahlen der federführenden Gemeinde hat.

Art. 48 Einheiten des öffentlichen Rechts

¹ Gemeindeanstalten mit Rechtspersönlichkeit sowie Gemeindeverbände und Agglomerationen erstellen die Tabelle der Beteiligungen der Vertrags- oder Mitgliedgemeinden.

² Die Finanzdaten werden im Beteiligungsspiegel jeder betroffenen Gemeinde aufgeführt.

³ Le Conseil d'Etat précise les modalités assurant notamment des résultats comparables entre communes du calcul des indicateurs financiers.

Art. 49 Entités de droit privé

Les données financières des entités de droit privé avec lesquelles la commune présente des liens de nature organisationnelle ou financière figurent dans le tableau des participations de la commune.

CHAPITRE 5

Gestion financière au niveau de l'administration

1. Tenue des comptes

Art. 50 Principes régissant la tenue des comptes

¹ La tenue des comptes est un enregistrement chronologique et systématique des transactions effectuées avec l'extérieur et des imputations internes.

² Les principes régissant la tenue des comptes sont les suivants:

- a) *exhaustivité*: l'ensemble des charges et revenus du compte de résultats ainsi que des dépenses et recettes du compte des investissements de l'exercice est inscrit dans les comptes;
- b) *exactitude*: la comptabilisation est effectuée sur les positions comptables adéquates et conformément au budget;
- c) *véracité*: les écritures comptables correspondent aux faits et sont effectuées conformément aux directives;
- d) *ponctualité*: la comptabilité et les mouvements de fonds sont tenus à jour;
- e) *traçabilité*: les opérations sont enregistrées de manière compréhensible, les écritures sont attestées par des pièces comptables et les corrections sont inscrites comme telles.

Art. 51 Imputations internes

¹ Les imputations internes sont des facturations créditées ou débitées entre les différentes unités administratives de la commune.

² Elles doivent être effectuées dans la mesure où elles sont nécessaires à la détermination des charges et des revenus ou à l'exécution des tâches de façon économique.

³ Der Staatsrat regelt die Modalitäten, die namentlich vergleichbare Ergebnisse unter den Gemeinden bei der Berechnung der Finanzkennzahlen sicherstellen.

Art. 49 Einheiten des privaten Rechts

Die Finanzdaten von Einheiten des privaten Rechts, mit denen die Gemeinde Verbindungen organisatorischer oder finanzieller Art hat, werden im Beteiligungsspiegel der Gemeinde aufgeführt.

5. KAPITEL

Finanzielle Führung auf Verwaltungsebene

1. Buchführung

Art. 50 Grundsätze der Buchführung

¹ Die Buchhaltung besteht darin, chronologisch und systematisch die Geschäftsvorfälle gegen aussen sowie die internen Verrechnungen zu erfassen.

² Die Buchführung erfolgt nach folgenden Grundsätzen:

- a) *Vollständigkeit*: Die gesamten Aufwände und Erträge der Erfolgsrechnung und die Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung des Rechnungsjahres werden in der Jahresrechnung erfasst.
- b) *Genauigkeit*: Die Verbuchung erfolgt in den entsprechenden Buchungsposten und in Übereinstimmung mit dem Budget.
- c) *Richtigkeit*: Die Buchungen entsprechen den Tatsachen und werden gemäss den Weisungen vorgenommen.
- d) *Rechtzeitigkeit*: Die Buchhaltung und der Geldverkehr werden aktuell gehalten.
- e) *Nachprüfbarkeit*: Die Vorgänge werden verständlich erfasst, die Buchungen werden durch Belege nachgewiesen, und die Korrekturen werden gekennzeichnet.

Art. 51 Interne Verrechnungen

¹ Interne Verrechnungen sind Gutschriften und Belastungen zwischen verschiedenen Verwaltungseinheiten der Gemeinde.

² Sie sind vorzunehmen, soweit sie für die Aufwand- und Ertragsermittlung oder für die wirtschaftliche Leistungserfüllung wesentlich sind.

Art. 52 Archives

L'archivage en matière financière est régi par la législation sur l'archivage et les Archives de l'Etat. Le Conseil d'Etat peut édicter des dispositions complémentaires.

Art. 53 Comptabilité des immobilisations

¹ Les actifs immobilisés qui sont utilisés sur plusieurs années sont inscrits dans la comptabilité des immobilisations.

² Font notamment partie de la comptabilité des immobilisations les amortissements et les informations sur l'évolution des biens.

³ Le Conseil d'Etat en règle les modalités.

Art. 54 Inventaires

¹ La commune tient un inventaire comptable et un inventaire matériel mis à jour régulièrement. Elle établit un enregistrement physique à la date de clôture du bilan afin de contrôler l'inventaire.

² L'inventaire comptable comprend les biens mobiliers et immobiliers portés au bilan selon la limite d'activation.

³ L'inventaire matériel contient les biens mobiliers et immobiliers non inscrits au bilan et qui ont une certaine importance.

2. Contrôle interne

Art. 55 But

¹ Le conseil communal prend les mesures nécessaires pour protéger le patrimoine, garantir une utilisation appropriée des fonds, prévenir et déceler les erreurs et les irrégularités dans la tenue des comptes et garantir que les comptes sont établis en bonne et due forme et que les rapports sont fiables.

² Il tient compte des risques encourus et du rapport coût-utilité.

Art. 56 Système de contrôle interne

¹ Le système de contrôle interne comprend des mesures réglementaires, organisationnelles et techniques.

Art. 52 Archiv

Die Archivierung im Bereich Finanzen ist durch die Gesetzgebung über die Archivierung und das Staatsarchiv geregelt. Der Staatsrat kann ergänzende Vorschriften erlassen.

Art. 53 Anlagenbuchhaltung

¹ In der Anlagenbuchhaltung werden die Anlagegüter erfasst, die über mehrere Jahre genutzt werden.

² Die Anlagenbuchhaltung enthält insbesondere die Abschreibungen und die Informationen über die Entwicklung der Anlagegüter.

³ Der Staatsrat legt die Modalitäten fest.

Art. 54 Inventare

¹ Die Gemeinde führt ein Wert- und ein Sachinventar, die regelmässig nachgeführt werden. Sie erstellt per Bilanzstichtag eine physische Erfassung zur Kontrolle des Inventars.

² Das Wertinventar enthält die gemäss der Aktivierungsgrenze bilanzierten beweglichen und unbeweglichen Sachen.

³ Das Sachinventar enthält die nicht bilanzierten beweglichen und unbeweglichen Sachen von einer gewissen Bedeutung.

2. Interne Kontrolle

Art. 55 Zweck

¹ Der Gemeinderat trifft die notwendigen Massnahmen, um das Vermögen zu schützen, die zweckmässige Verwendung der Mittel sicherzustellen, Fehler und Unregelmässigkeiten bei der Buchführung zu verhindern oder aufzudecken sowie die Ordnungsmässigkeit der Rechnungslegung und die verlässliche Berichterstattung zu gewährleisten.

² Er berücksichtigt dabei die Risikolage und das Kosten-Nutzen-Verhältnis.

Art. 56 Internes Kontrollsystem

¹ Das interne Kontrollsystem umfasst regulatorische, organisatorische und technische Massnahmen.

² Le conseil communal met en place les règles appropriées du système de contrôle interne. Il s'assure de son introduction, de son utilisation, de sa documentation et de sa supervision.

³ Le Conseil d'Etat peut en préciser les modalités.

CHAPITRE 6

Contrôle externe de la comptabilité et des comptes

Art. 57 Désignation de l'organe de révision

¹ Le contrôle externe de la comptabilité et des comptes est assuré par un organe de révision externe désigné par l'assemblée communale ou le conseil général, sur la proposition de la commission financière.

² L'organe de révision est désigné pour le contrôle d'un à trois exercices. Son mandat prend fin avec l'approbation des derniers comptes annuels. Une ou plusieurs reconductions sont possibles; toutefois, la durée du mandat d'un organe de révision ne peut excéder six ans consécutifs.

³ Le conseil communal informe le Service de l'entrée en fonction de l'organe de révision.

⁴ Lorsque le Service constate que, dans les deux mois qui suivent la fin du mandat, la démission ou la révocation de l'organe de révision, l'assemblée communale ou le conseil général n'a pas désigné de nouvel organe, il impartit un délai à la commune pour régulariser la situation. Passé ce délai, le Service désigne un organe de révision pour l'exercice annuel.

Art. 58 Qualifications de l'organe de révision

L'organe de révision doit avoir les qualifications professionnelles particulières définies par le Conseil d'Etat.

Art. 59 Indépendance de l'organe de révision

L'organe de révision doit être indépendant et doit former son appréciation en toute objectivité. Le Conseil d'Etat précise les conditions d'indépendance requises.

Art. 60 Démission et résiliation

¹ Lorsqu'un organe de révision démissionne, il en indique les motifs au conseil communal et en informe dans les quinze jours qui suivent le Service.

² Der Gemeinderat führt geeignete Regeln für das interne Kontrollsystem ein. Er stellt dessen Einführung, Einsatz, Dokumentation und Überwachung sicher.

³ Der Staatsrat kann die Modalitäten im Einzelnen regeln.

6. KAPITEL

Externe Kontrolle der Buchhaltung und der Jahresrechnung

Art. 57 Bezeichnung der Revisionsstelle

¹ Die externe Kontrolle der Buchhaltung und der Jahresrechnung wird von einer Revisionsstelle wahrgenommen, die auf Antrag der Finanzkommission von der Gemeindeversammlung oder vom Generalrat bezeichnet wird.

² Die Revisionsstelle wird für die Kontrolle eines bis dreier Rechnungsjahre bezeichnet. Ihr Mandat endet mit der Genehmigung der letzten Jahresrechnung. Eine oder mehrere Wiederwahlen sind möglich, wobei die Dauer des Mandats einer Revisionsstelle nicht mehr als sechs aufeinanderfolgende Jahre betragen darf.

³ Der Gemeinderat informiert das Amt über den Amtsantritt der Revisionsstelle.

⁴ Wenn das Amt feststellt, dass die Gemeindeversammlung oder der Generalrat innerhalb von zwei Monaten nach dem Ende des Mandats, dem Rücktritt oder der Abberufung der Revisionsstelle keine neue Revisionsstelle bezeichnet hat, setzt es der Gemeinde eine Frist, um die Situation in Ordnung zu bringen. Nach Ablauf dieser Frist bezeichnet das Amt eine Revisionsstelle für das Rechnungsjahr.

Art. 58 Fachliche Befähigung der Revisionsstelle

Die Revisionsstelle muss über besondere, vom Staatsrat festgelegte fachliche Befähigungen verfügen.

Art. 59 Unabhängigkeit der Revisionsstelle

Die Revisionsstelle muss unabhängig sein und sich ihr Prüfungsurteil objektiv bilden. Der Staatsrat legt die Voraussetzungen für die Unabhängigkeit fest.

Art. 60 Rücktritt und Kündigung

¹ Tritt die Revisionsstelle zurück, so gibt sie dem Gemeinderat die Gründe dafür an und teilt dies innert zwei Wochen dem Amt mit.

² L'assemblée communale ou le conseil général peut résilier en tout temps le mandat de l'organe de révision. Le conseil communal en informe le Service dans les quinze jours qui suivent.

Art. 61 Attributions de l'organe de révision

¹ L'organe de révision vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi.

² Le conseil communal remet à l'organe de révision tous les documents nécessaires; il lui communique tous les renseignements utiles, par écrit s'il en est requis. Si l'organe de révision éprouve des difficultés à obtenir des informations, il en informe immédiatement le Service.

Art. 62 Rapport de révision

¹ L'organe de révision présente au conseil communal et à la commission financière son rapport écrit du contrôle des comptes arrêtés par le conseil communal. A la demande du conseil communal ou de la commission financière, il délègue une personne le représentant à l'assemblée communale ou à la séance du conseil général convoquée pour l'adoption des comptes.

² Le rapport contient au moins:

- a) des indications attestant de l'indépendance de l'organe de révision;
- b) des indications sur les personnes qui ont dirigé la révision et sur leurs qualifications professionnelles;
- c) un avis sur le résultat de la révision;
- d) une recommandation d'approuver, avec ou sans réserve, les comptes annuels, ou de les refuser. Dans ce dernier cas, l'organe de révision adresse immédiatement une copie de son rapport au Service.

³ Le conseil communal transmet le rapport de révision, qui est joint aux comptes, aux citoyens et citoyennes actifs ou aux membres du conseil général, ou le dépose pour consultation au secrétariat communal, au plus tard lors de la convocation à la séance.

⁴ Le Conseil d'Etat peut édicter des dispositions complémentaires concernant le rapport de révision.

Art. 63 Avis obligatoires

¹ Si l'organe de révision constate des violations de la loi, il en avertit immédiatement le conseil communal.

² Die Gemeindeversammlung oder der Generalrat kann das Mandat der Revisionsstelle jederzeit kündigen. Der Gemeinderat setzt das Amt innert zwei Wochen über die Kündigung in Kenntnis.

Art. 61 Befugnisse der Revisionsstelle

¹ Die Revisionsstelle prüft, ob die Buchhaltung und die Jahresrechnung gesetzeskonform sind.

² Der Gemeinderat übergibt der Revisionsstelle alle nötigen Unterlagen. Er erteilt ihr alle nützlichen Auskünfte, auf Anfrage auch in schriftlicher Form. Wenn die Revisionsstelle bei der Informationsbeschaffung auf Schwierigkeiten stösst, informiert sie unverzüglich das Amt.

Art. 62 Revisionsbericht

¹ Die Revisionsstelle legt dem Gemeinderat und der Finanzkommission ihren schriftlichen Bericht über die Kontrolle der vom Gemeinderat genehmigten Jahresrechnung vor. Auf Anfrage des Gemeinderats oder der Finanzkommission delegiert sie eine Vertreterin oder einen Vertreter an die für die Rechnungsgenehmigung einberufene Gemeindeversammlung oder Generalratssitzung.

² Der Bericht enthält mindestens:

- a) Angaben zur Bestätigung der Unabhängigkeit der Revisionsstelle;
- b) Angaben zu den Personen, die die Revision geleitet haben, und zu deren fachlicher Befähigung;
- c) eine Stellungnahme zum Ergebnis der Revision;
- d) eine Empfehlung, ob die Jahresrechnung mit oder ohne Einschränkung genehmigt oder zurückgewiesen werden soll. In letzterem Fall lässt die Revisionsstelle dem Amt unverzüglich eine Kopie des Berichts zukommen.

³ Der Gemeinderat stellt den Revisionsbericht, welcher der Jahresrechnung beiliegt, den Aktivbürgerinnen und Aktivbürgern oder den Mitgliedern des Generalrats spätestens bei der Einberufung der Versammlung oder der Sitzung zu oder legt ihn auf der Gemeindeschreiberei zur Einsicht auf.

⁴ Der Staatsrat kann zusätzliche Bestimmungen zum Revisionsbericht erlassen.

Art. 63 Meldepflichten

¹ Stellt die Revisionsstelle Verstösse gegen das Gesetz fest, so meldet sie dies unverzüglich dem Gemeinderat.

² L'organe de révision informe immédiatement le Service:

- a) s'il constate des violations graves de la loi, et
- b) si le conseil communal ne prend pas des mesures adéquates à la suite de l'avertissement de l'organe de révision.

³ Le Service informe immédiatement le préfet.

CHAPITRE 7

Ressources fiscales

Art. 64 Coefficients et taux d'impôts

¹ La commune fixe les coefficients et taux d'impôts communaux selon ses besoins financiers et conformément à la législation fiscale.

² Les coefficients et taux votés restent valables jusqu'à leur modification.

³ Lorsque le conseil communal envisage une modification, le projet de modification doit être annoncé dans la convocation de l'assemblée communale ou du conseil général.

⁴ Toute modification de coefficient ou de taux d'impôt est communiquée au Service.

Art. 65 Hausse obligatoire

¹ Lorsque le budget du compte de résultats affiche un excédent de charges non couvert par le capital propre non affecté, une augmentation des impôts communaux est obligatoire.

² Si une commune refuse de recourir à l'imposition qu'exige sa situation financière, le Conseil d'Etat peut l'y contraindre et décider les coefficients et taux d'impôts de la commune.

CHAPITRE 8

Compétences des organes communaux

Art. 66 Corps électoral

Le corps électoral se prononce par vote aux urnes lors d'un referendum ou d'une initiative dans les cas prévus par la loi.

² Die Revisionsstelle informiert das Amt unverzüglich, wenn:

- a) sie schwere Verstösse gegen das Gesetz feststellt, und
- b) der Gemeinderat aufgrund der Meldung der Revisionsstelle keine angemessenen Massnahmen ergreift.

³ Das Amt informiert unverzüglich die Oberamtsperson.

7. KAPITEL

Steuerressourcen

Art. 64 Steuerfüsse und -sätze

¹ Die Gemeinde legt die kommunalen Steuerfüsse und -sätze gemäss dem finanziellen Bedarf und der Steuergesetzgebung fest.

² Die Steuerfüsse und -sätze gelten so lange, bis sie geändert werden.

³ Beabsichtigt der Gemeinderat eine Änderung, so muss der Änderungsentwurf in der Einberufung der Gemeindeversammlung oder des Generalrats bekanntgemacht werden.

⁴ Jede Änderung eines Steuerfusses oder -satzes wird dem Amt mitgeteilt.

Art. 65 Obligatorische Erhöhung

¹ Weist das Budget der Erfolgsrechnung einen Aufwandüberschuss aus, der das nicht zweckgebundene Eigenkapital übersteigt, so ist eine Erhöhung der Gemeindesteuern obligatorisch.

² Weigert sich eine Gemeinde, die durch ihre finanzielle Lage erforderte Besteuerung vorzunehmen, so kann der Staatsrat sie dazu anhalten und die Steuerfüsse und -sätze selber beschliessen.

8. KAPITEL

Zuständigkeiten der Gemeindeorgane

Art. 66 Gesamtheit der Stimmberechtigten

Die Gesamtheit der Stimmberechtigten entscheidet bei einem Referendum oder einer Initiative in den vom Gesetz bestimmten Fällen durch Urnenabstimmung.

Art. 67 Assemblée communale

¹ L'assemblée communale adopte le règlement des finances. Elle a en outre les attributions suivantes:

- a) elle prend acte du plan financier et de ses mises à jour;
- b) elle adopte le budget;
- c) elle prend acte du rapport de gestion;
- d) elle approuve les comptes;
- e) elle vote les crédits d'engagement et les crédits additionnels;
- f) elle vote les crédits supplémentaires qui ne relèvent pas du conseil communal;
- g) elle approuve les dépassements de crédits dans les cas prévus par la loi;
- h) elle vote les dépenses non prévues au budget, à l'exception de celles dont le montant résulte de la loi ou d'une décision judiciaire passée en force;
- i) elle décide des impôts et des autres contributions publiques, à l'exception des émoluments de chancellerie;
- j) elle décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition ou d'une aliénation d'immeubles;
- k) elle décide de la délégation de tâches à un tiers entraînant des dépenses nouvelles;
- l) elle décide des conventions liant la commune à un tiers et entraînant des dépenses nouvelles;
- m) elle décide des cautionnements et autres garanties;
- n) elle décide des prêts et des participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement;
- o) elle décide de l'acceptation d'une donation avec charge ou d'un legs avec charge;
- p) elle fixe, sous réserve de prescriptions réglementaires, le nombre des membres de la commission financière et procède à leur élection;
- q) elle désigne l'organe de révision;
- r) elle peut charger la commission financière de faire valoir des prétentions en responsabilité civile contre les membres du conseil communal.

Art. 67 Gemeindeversammlung

¹ Die Gemeindeversammlung erlässt das Finanzreglement. Ihr stehen zudem folgende Befugnisse zu:

- a) Sie nimmt Kenntnis vom Finanzplan und seinen Nachführungen.
- b) Sie genehmigt das Budget.
- c) Sie nimmt Kenntnis vom Geschäftsbericht.
- d) Sie genehmigt die Jahresrechnung.
- e) Sie beschliesst die Verpflichtungskredite und die Zusatzkredite.
- f) Sie beschliesst die Nachtragskredite, die nicht in die Zuständigkeit des Gemeinderats fallen.
- g) Sie genehmigt die Kreditüberschreitungen in den im Gesetz vorgesehenen Fällen.
- h) Sie bewilligt die im Budget nicht vorgesehenen Ausgaben, mit Ausnahme derjenigen, deren Betrag sich aus dem Gesetz oder aus einer rechtskräftigen Entscheidung einer Gerichtsbehörde ergibt.
- i) Sie beschliesst Steuern und andere öffentliche Abgaben, mit Ausnahme der Kanzleigeühren.
- j) Sie beschliesst den Kauf, den Verkauf, den Tausch, die Schenkung oder die Teilung von Grundstücken, die Begründung beschränkter dinglicher Rechte und alle anderen Geschäfte, deren wirtschaftlicher Zweck dem eines Grundstückserwerbs oder einer Grundstückveräusserung gleichkommt.
- k) Sie beschliesst die Übertragung von Aufgaben, die neue Ausgaben nach sich ziehen.
- l) Sie beschliesst Vereinbarungen der Gemeinde mit Dritten, die neue Ausgaben nach sich ziehen.
- m) Sie beschliesst Bürgschaften und weitere Gutsprachen.
- n) Sie beschliesst Darlehen und Beteiligungen, die bezüglich Sicherheit oder Ertrag nicht den üblichen Bedingungen entsprechen.
- o) Sie beschliesst die Annahme einer Schenkung mit Auflage oder eines Vermächnisses mit Auflage.
- p) Sie legt die Anzahl Mitglieder der Finanzkommission fest und wählt diese. Reglementarische Vorschriften bleiben vorbehalten.
- q) Sie bezeichnet die Revisionsstelle.
- r) Sie kann die Finanzkommission beauftragen, gegen die Mitglieder des Gemeinderats Haftpflichtansprüche geltend zu machen.

² L'assemblée communale fixe, dans le règlement communal des finances, le ou les seuils de compétence financière du conseil communal. Elle peut en outre déléguer au conseil communal certaines de ses autres compétences décisionnelles prévues à l'alinéa 1 let. j à o dans les limites qu'elle fixe.

³ L'assemblée communale peut déléguer au conseil communal la compétence d'arrêter le tarif des contributions publiques autres que les impôts, à condition qu'elle précise le cercle des assujettis ainsi que l'objet, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

Art. 68 Conseil général
a) Renvoi

Le conseil général exerce les attributions prévues à l'article 67 relatif à l'assemblée communale.

Art. 69 b) Referendum

¹ Le conseil général détermine, dans le règlement communal des finances, le montant à partir duquel une dépense nouvelle peut faire l'objet d'un referendum.

² Pour les dépenses périodiques, la durée prévisible totale de l'engagement est prise en compte. A défaut de précision temporelle, une durée de dix ans fait foi.

³ A défaut de montant fixé, toute nouvelle dépense votée par le conseil général peut faire l'objet d'un referendum.

Art. 70 Commission financière
a) Organisation

¹ La commission financière se compose d'au moins trois membres. Ils sont élus par l'assemblée communale ou le conseil général pour la législature parmi les citoyens et citoyennes actifs de la commune ou les membres du conseil général.

² Ne sont pas éligibles les membres du conseil communal et les membres du personnel communal. Pour le reste, l'article 15^{bis} de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes s'applique.

Art. 71 b) Relations avec le conseil communal et délais

¹ Le conseil communal fournit à la commission financière, trente jours au moins avant l'assemblée communale ou la séance du conseil général, les documents relatifs aux affaires énumérées à l'article 67 al. 1 et lui donne les renseignements nécessaires à l'exercice de ses attributions.

² Die Gemeindeversammlung legt im Finanzreglement die Finanzkompetenzen des Gemeinderats fest. Sie kann im Übrigen dem Gemeinderat bestimmte weitere ihrer Entscheidungskompetenzen nach Absatz 1 Bst. j–o innerhalb der von ihr festgelegten Grenzen übertragen.

³ Die Gemeindeversammlung kann dem Gemeinderat die Befugnis, den Tarif der öffentlichen Abgaben unter Ausschluss der Steuern festzusetzen, übertragen; sie selber legt dabei den Gegenstand der Abgabe, den Kreis der Abgabepflichtigen, die Berechnungskriterien und den Höchstbetrag der Abgabe fest.

Art. 68 Generalrat
a) Verweis

Der Generalrat übt die Befugnisse der Gemeindeversammlung nach Artikel 67 aus.

Art. 69 b) Referendum

¹ Der Generalrat legt im Finanzreglement fest, ab welchem Betrag zu einer neuen Ausgabe das Referendum ergriffen werden kann.

² Für die wiederkehrenden Ausgaben wird die vorhersehbare gesamte Dauer der Verpflichtung berücksichtigt. In Ermangelung einer zeitlichen Bestimmbarkeit gilt eine Dauer von 10 Jahren.

³ Wurde kein Betrag festgelegt, so kann zu jeder neuen Ausgabe, die vom Generalrat beschlossen wurde, das Referendum ergriffen werden.

Art. 70 Finanzkommission
a) Organisation

¹ Die Finanzkommission besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Sie werden von der Gemeindeversammlung oder vom Generalrat für die Dauer der Legislaturperiode aus den Aktivbürgerinnen und Aktivbürgern der Gemeinde oder aus den Mitgliedern des Generalrats gewählt.

² Die Mitglieder des Gemeinderats und das Gemeindepersonal sind nicht wählbar. Im Übrigen gilt Artikel 15^{bis} des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden.

Art. 71 b) Beziehungen zum Gemeinderat und Fristen

¹ Der Gemeinderat liefert der Finanzkommission mindestens 30 Tage vor der Gemeindeversammlung oder der Generalratssitzung die Unterlagen zu den Geschäften nach Artikel 67 Abs. 1 und erteilt ihr die zur Ausübung ihrer Befugnisse nötigen Auskünfte.

² Le rapport et les préavis de la commission financière sont communiqués au conseil communal au moins sept jours avant l'assemblée communale ou la séance du conseil général.

Art. 72 c) Attributions

¹ La commission a les attributions suivantes:

- a) elle examine le plan financier et ses mises à jour;
- b) elle examine le budget;
- c) elle examine les crédits et les éventuels dépassements de crédits nécessitant un vote de l'assemblée communale ou du conseil général;
- d) elle examine les actes susceptibles d'entraîner des dépenses dépassant le seuil de compétence du conseil communal tels que statuts, règlements ou conventions;
- e) elle examine les propositions d'aliénation de biens communaux dépassant le seuil de compétence du conseil communal;
- f) elle examine les propositions de modification des coefficients et taux d'impôts;
- g) elle examine les règlements ou modifications de règlements portant sur des taxes;
- h) elle prend position sur le rapport de l'organe de révision à l'intention de l'assemblée communale ou du conseil général;
- i) elle émet une proposition de désignation de l'organe de révision à l'intention du conseil général ou de l'assemblée communale.

² Dans les cas prévus à l'alinéa 1, la commission fait rapport à l'assemblée communale ou au conseil général et lui donne son préavis sous l'angle financier.

³ La commission financière est compétente pour apprécier le caractère nouveau ou lié d'une dépense dont le montant excède la compétence du conseil communal.

⁴ La commission fait valoir, moyennant l'autorisation du préfet, des prétentions en responsabilité civile contre les membres du conseil communal lorsque l'assemblée communale ou le conseil général l'en a chargée.

Art. 73 Conseil communal

¹ Le conseil communal est l'organe responsable des finances communales. Il exerce les compétences communales qui ne sont pas déléguées à un autre organe communal par la loi ou par un règlement communal.

² Der Bericht und die Stellungnahme der Finanzkommission werden dem Gemeinderat spätestens sieben Tage vor der Gemeindeversammlung oder der Sitzung des Generalrats zugestellt.

Art. 72 c) Befugnisse

¹ Die Kommission hat folgende Befugnisse:

- a) Sie prüft den Finanzplan und seine Nachführungen.
- b) Sie prüft das Budget.
- c) Sie prüft die Kredite und die allfälligen Kreditüberschreitungen, über welche die Gemeindeversammlung oder der Generalrat abstimmen muss.
- d) Sie prüft die Geschäfte, die Ausgaben nach sich ziehen könnten, die den Kompetenzbereich des Gemeinderats überschreiten, wie Statuten, Reglemente oder Vereinbarungen.
- e) Sie prüft die Anträge auf Veräusserung von Gemeindegütern, die den Kompetenzbereich des Gemeinderats überschreiten.
- f) Sie prüft die Anträge zur Änderung von Steuerfüßen und -sätzen.
- g) Sie prüft Reglemente, die Gebühren betreffen, und Änderungen solcher Reglemente.
- h) Sie nimmt zuhanden der Gemeindeversammlung oder des Generalrats Stellung zum Bericht der Revisionsstelle.
- i) Sie unterbreitet dem Generalrat oder der Gemeindeversammlung einen Antrag für die Bezeichnung der Revisionsstelle.

² In den Fällen unter Absatz 1 erstattet die Kommission der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat Bericht und gibt ihr oder ihm ihre Stellungnahme unter dem finanziellen Gesichtspunkt ab.

³ Die Finanzkommission ist befugt, bei einer Ausgabe, welche die Zuständigkeit des Gemeinderats überschreitet, zu beurteilen, ob es sich um eine neue oder eine gebundene Ausgabe handelt.

⁴ Die Kommission macht mit Bewilligung der Oberamtsperson gegen die Mitglieder des Gemeinderats Haftpflichtansprüche geltend, wenn die Gemeindeversammlung oder der Generalrat sie damit beauftragt hat.

Art. 73 Gemeinderat

¹ Der Gemeinderat ist das für die Gemeindefinanzen verantwortliche Organ. Er übt die Kompetenzen aus, die nicht durch ein Gesetz oder ein Gemeindefragment einem anderen Organ der Gemeinde übertragen werden.

² Le conseil communal a en particulier les attributions suivantes:

- a) il édicte, dans le cadre de la loi et sous forme de règlement administratif, des directives précisant les attributions et procédures en matière financière au niveau communal;
- b) il adopte le plan financier;
- c) il adopte le projet de budget;
- d) il prépare les projets de crédits et d'autres décisions soumises au vote de l'assemblée communale ou du conseil général;
- e) il décide les dépenses liées, l'article 72 al. 3 demeurant réservé;
- f) il arrête les comptes;
- g) il élabore le rapport de gestion transmis à l'assemblée communale ou au conseil général en même temps que les comptes;
- h) il gère les placements de la commune, qui doivent offrir toute garantie et produire des rendements selon les conditions du marché.

³ Les objets prévus aux lettres b à d et f de l'alinéa 2 sont soumis à l'assemblée communale ou au conseil général avec un message explicatif. Le contenu minimal du message explicatif pour les crédits et autres décisions à caractère financier est précisé par le Conseil d'Etat.

Art. 74 Administration des finances

¹ Chaque commune dispose d'un administrateur ou d'une administratrice des finances.

² L'administrateur ou l'administratrice des finances exerce les compétences que la loi, le règlement communal des finances et le conseil communal lui attribuent.

CHAPITRE 9

Haute surveillance

Art. 75 Principe

Les compétences des autorités chargées de la haute surveillance des communes et des autres collectivités publiques locales prévues par la loi sur les communes et les lois spéciales s'appliquent également en matière financière.

² Der Gemeinderat hat insbesondere die folgenden Befugnisse:

- a) Er erlässt im Rahmen des Gesetzes und in Form eines Verwaltungsreglements Weisungen, welche die Befugnisse und Verfahren im Bereich der Finanzen auf Gemeindeebene festlegen.
- b) Er beschliesst den Finanzplan.
- c) Er verabschiedet den Entwurf zum Budget.
- d) Er bereitet die Entwürfe für Kredite und andere Beschlüsse, über welche die Gemeindeversammlung oder der Generalrat abstimmen muss, vor.
- e) Er beschliesst gebundene Ausgaben; Artikel 72 Abs. 3 bleibt vorbehalten.
- f) Er schliesst die Jahresrechnung ab.
- g) Er verfasst den Geschäftsbericht, welcher der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat gleichzeitig mit der Jahresrechnung vorgelegt wird. h. Er verwaltet die Anlagen der Gemeinde, die volle Gewähr bieten und marktgerechte Erträge ergeben müssen.

³ Die Gegenstände gemäss Absatz 2, Bst. b–d und f werden der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat zusammen mit einer erläuternden Botschaft unterbreitet. Der Staatsrat legt fest, was in der erläuternden Botschaft zu Krediten und anderen Beschlüssen finanzieller Art mindestens enthalten sein muss.

Art. 74 Finanzverwaltung

¹ Jede Gemeinde verfügt über eine Finanzverwalterin oder einen Finanzverwalter.

² Die Finanzverwalterin oder der Finanzverwalter übt die Befugnisse aus, die das Gesetz, das kommunale Finanzreglement und der Gemeinderat ihr oder ihm übertragen.

9. KAPITEL

Oberaufsicht

Art. 75 Grundsatz

Die Befugnisse der mit der Oberaufsicht über die Gemeinden und die übrigen gemeinderechtlichen Körperschaften beauftragten Organe, die im Gesetz über die Gemeinden und den Spezialgesetzen vorgesehen sind, gelten auch für den finanziellen Bereich.

Art. 76 Service

En matière financière, le Service a les attributions suivantes:

- a) il édicte des directives incluant notamment le plan comptable;
- b) il conseille les communes et autres collectivités publiques locales en matière de finances publiques;
- c) il examine la régularité formelle des budgets et des comptes;
- d) il suit l'évolution des finances communales et propose au besoin aux autorités de surveillance compétentes de prendre des mesures;
- e) il établit des statistiques financières sur l'ensemble des collectivités publiques locales et publie un rapport annuel à cet égard;
- f) il exerce les autres tâches que la loi ou la Direction en charge des communes lui confient.

CHAPITRE 10

Voies de droit

Art. 77

Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes aux voies de droit conformément à la loi sur les communes et à la loi sur les agglomérations.

CHAPITRE 11

Règles de mise en œuvre

Art. 78 Généralités

¹ Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution de la présente loi. Il détermine les modalités et les délais transitoires régissant l'adaptation des finances communales à la présente loi.

² Les communes et les autorités administratives de l'Etat fournissent les informations qu'elles détiennent concernant la présence des biens bourgeoisiaux dans le but de l'établissement de la liste des bourgeoisies.

Art. 76 Amt

Im finanziellen Bereich hat das Amt die folgenden Befugnisse:

- a) Es erlässt Weisungen, die namentlich den Kontenrahmen enthalten.
- b) Es berät die Gemeinden und die übrigen gemeinderechtlichen Körperschaften im Bereich der öffentlichen Finanzen.
- c) Es prüft die formelle Korrektheit der Budgets und der Jahresrechnungen.
- d) Es verfolgt die Entwicklung der Gemeindefinanzen und schlägt wenn nötig den zuständigen Aufsichtsbehörden vor, Massnahmen zu ergreifen.
- e) Es erstellt Finanzstatistiken für alle gemeinderechtlichen Körperschaften und veröffentlicht dazu einen Jahresbericht.
- f) Es übt die übrigen Aufgaben aus, die ihm das Gesetz oder die für die Gemeinden zuständige Direktion übertragen.

10. KAPITEL

Rechtsmittel

Art. 77

Verfügungen, die in Anwendung dieses Gesetzes erlassen werden, unterstehen den Rechtsmitteln nach dem Gesetz über die Gemeinden und dem Gesetz über die Agglomerationen.

11. KAPITEL

Umsetzungsbestimmungen

Art. 78 Allgemeines

¹ Der Staatsrat erlässt die Ausführungsbestimmungen dieses Gesetzes. Er legt die Modalitäten und Übergangsfristen für die Anpassung der Gemeindefinanzen an dieses Gesetz fest.

² Für die Erstellung des Verzeichnisses der Bürgergemeinden stellen die Gemeinden und die Verwaltungsbehörden des Staates ihre Informationen über das Vorhandensein von Bürgergütern zur Verfügung.

Art. 79 Réévaluation du bilan
a) Patrimoine financier

¹ L'entrée en vigueur de la présente loi implique une réévaluation du patrimoine financier, des provisions et des comptes de régularisation.

² Les bénéfices de retraitement sont portés aux passifs de la réserve liée à la réévaluation du patrimoine financier dans le capital propre.

³ Cette réserve est constituée dans le bilan d'ouverture et dissoute dans le bilan de clôture du premier exercice.

Art. 80 b) Patrimoine administratif

¹ Le patrimoine administratif fait l'objet d'une réévaluation unique à l'entrée en vigueur de la présente loi; le Conseil d'Etat en précise les modalités.

² Les bénéfices de réévaluation sont portés aux passifs de la réserve liée à la réévaluation du patrimoine administratif dans le capital propre.

³ Cette réserve sert exclusivement à compenser la charge supplémentaire d'amortissements due à la réévaluation.

⁴ La réserve de réévaluation du patrimoine administratif est dissoute en dix ans. Sur requête motivée, le Service peut autoriser une durée plus longue.

CHAPITRE 12

Droit modifié et dispositions finales

1. Droit modifié

Art. 81 Communes

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer les mots «caissier», «le caissier» ou «du caissier» par «administrateur des finances», «l'administrateur des finances» ou «de l'administrateur des finances» dans les dispositions suivantes:

Art. 28 al. 2, 1^{er} phr.

Art. 55 al. 2, 1^{er} phr.

Art. 77 (3×)

Art. 79 Neubewertung der Bilanz
a) Finanzvermögen

¹ Mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes wird eine Neubewertung des Finanzvermögens, der Rückstellungen und der Rechnungsabgrenzungsposten vorgenommen.

² Aufwertungsgewinne werden in der Neubewertungsreserve Finanzvermögen des Eigenkapitals passiviert.

³ Diese Reserve wird in der Eingangsbilanz gebildet und in der Abschlussbilanz des ersten Rechnungsjahres aufgelöst.

Art. 80 b) Verwaltungsvermögen

¹ Das Verwaltungsvermögen wird beim Inkrafttreten dieses Gesetzes neu bewertet; der Staatsrat regelt die Modalitäten dazu.

² Neubewertungsgewinne werden in der Aufwertungsreserve Verwaltungsvermögen im Eigenkapital passiviert.

³ Diese Reserve dient ausschliesslich dazu, den Mehraufwand der Abschreibungen aufgrund der Aufwertung zu kompensieren.

⁴ Die Aufwertungsreserve des Verwaltungsvermögens wird in zehn Jahren aufgelöst. Auf begründetes Gesuch kann das Amt eine längere Dauer genehmigen.

12. KAPITEL

Änderung bisherigen Rechts und Schlussbestimmungen

1. Änderung bisherigen Rechts

Art. 81 Gemeinden

Das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Die Ausdrücke «Gemeindekassier», «der Gemeindekassier» oder «des Gemeindekassiers» in folgenden Bestimmungen durch «Finanzverwalter», «der Finanzverwalter» oder «des Finanzverwalters» ersetzen:

Art. 28 Abs. 2, 1. Satz.

Art. 55 Abs. 2, 1. Satz

Art. 77 (3×)

Art. 10 *Attributions*

L'assemblée communale a les attributions suivantes:

- a) elle décide du changement de nom de la commune et de la modification de ses armoiries;
- b) elle décide des modifications des limites communales, à l'exception des modifications prévues par la législation sur la mensuration officielle;
- c) elle adopte les règlements de portée générale;
- d) elle décide du changement du nombre de conseillers communaux;
- e) elle exerce les compétences qui lui sont déléguées en vertu de la loi sur les finances communales;
- f) elle adopte les statuts d'une association de communes ainsi que les modifications essentielles de ceux-là; elle décide de la sortie de la commune de l'association et de la dissolution de celle-ci;
- g) elle surveille l'administration de la commune.

Art. 11 al. 1

¹ L'assemblée communale est convoquée par le conseil communal au moins deux fois par année pour décider notamment du budget et des comptes, conformément à la loi sur les finances communales.

Art. 12 al. 2, 2^e phr.

² (...). Est réservée, s'il s'agit d'un impôt, l'exigence de la loi sur les finances communales.

Art. 15^{bis} al. 1, 1^e phr.

¹ La durée des fonctions des membres élus par l'assemblée communale prend fin au plus tard avec la législature. (...).

Art. 36 al. 1

¹ Le conseil général a une commission financière, conformément à la loi sur les finances communales.

Art. 10 *Befugnisse*

Der Gemeindeversammlung stehen folgende Befugnisse zu:

- a) Sie beschliesst Änderungen des Gemeindepensens oder des Gemeindepensens.
- b) Sie beschliesst Änderungen der Gemeindegrenzen mit Ausnahme der in der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung vorgesehenen Änderungen.
- c) Sie erlässt die allgemeinverbindlichen Reglemente.
- d) Sie beschliesst die Änderung der Zahl der Gemeinderäte.
- e) Sie nimmt die Zuständigkeiten wahr, die ihr vom Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden übertragen werden.
- f) Sie genehmigt die Statuten eines Gemeindeverbandes sowie deren wesentliche Änderungen. Sie beschliesst den Austritt der Gemeinde aus dem Verband und dessen Auflösung.
- g) Sie beaufsichtigt die Verwaltung der Gemeinde.

Art. 11 Abs. 1

¹ Die Gemeindeversammlung wird vom Gemeinderat mindestens zweimal im Jahr einberufen, um namentlich gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden das Budget und die Rechnung zu beschliessen.

Art. 12 Abs. 2, 2. Satz

² (...). Handelt es sich um eine Steuer, so bleiben die Erfordernisse des Gesetzes über den Finanzhaushalt der Gemeinden vorbehalten.

Art. 15^{bis} Abs. 1, 1. Satz

¹ Die Amtsdauer der von der Gemeindeversammlung gewählten Mitglieder geht spätestens mit der Legislaturperiode zu Ende. (...).

Art. 36 Abs. 1

¹ Der Generalrat hat eine Finanzkommission gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden.

Art. 37 al. 1

¹ Le conseil général siège au moins deux fois par année pour décider notamment du budget et des comptes, conformément à la loi sur les finances communales.

Art. 38 al. 2, 2^e phr.

² (...). Est réservée, s'il s'agit d'un impôt, l'exigence de la loi sur les finances communales.

Art. 51^{ter} al. 1, phr. intr. (ne concerne que le texte français) et let. a

¹ Dans les communes qui ont un conseil général, le dixième des citoyens actifs peut présenter une initiative concernant:

- a) une dépense supérieure au montant fixé pour le referendum facultatif ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense;

Art. 52 al. 1 let. a

[¹ Les décisions du conseil général concernant:]

- a) une dépense nouvelle dépassant le montant référendaire déterminé conformément à la loi sur les finances communales ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense;

Art. 76 al. 1

¹ Chaque commune a un poste de secrétaire et un poste d'administrateur des finances. Ces deux postes peuvent être réunis en la fonction d'administrateur communal. La commune peut créer d'autres postes.

Art. 80 *Tâches de l'administrateur des finances*

Les tâches de l'administrateur des finances sont définies conformément à la législation sur les finances communales.

Art. 86c à 98f

Abrogés

Art. 37 Abs. 1

¹ Der Generalrat hält mindestens zweimal im Jahr Sitzung, um namentlich gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden das Budget und die Rechnung zu beschliessen.

Art. 38 Abs. 2, 2. Satz

² (...). Handelt es sich um eine Steuer, so bleiben die Erfordernisse des Gesetzes über den Finanzhaushalt der Gemeinden vorbehalten.

Art. 51^{ter} Abs. 1, Einleitungssatz und Bst. a

Einleitungssatz betrifft nur den französischen Text

[¹ In Gemeinden mit einem Generalrat kann ein Zehntel der Aktivbürger eine Initiative einreichen betreffend:]

- a) eine Ausgabe, die den für das fakultative Referendum festgelegten Betrag übersteigt, oder eine Sicherheitsleistung, die eine solche Ausgabe nach sich ziehen kann;

Art. 52 Abs. 1 Bst. a

[¹ Beschlüsse des Generalrates betreffend:]

- a) eine neue Ausgabe, die den nach dem Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden festgelegten Referendumsbetrag übersteigt, oder eine Sicherheitsleistung, die eine solche Ausgabe nach sich ziehen kann;

Art. 76 Abs. 1

¹ Jede Gemeinde hat einen Gemeinbeschreiber und einen Finanzverwalter. Diese beiden Stellen können in der Funktion des Gemeindeverwalters zusammengefasst werden. Die Gemeinde kann weitere Stellen schaffen.

Art. 80 *Aufgaben des Finanzverwalters*

Die Aufgaben des Finanzverwalters werden gemäss der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden festgelegt.

Art. 86c–98f

Aufgehoben

Art. 105 al. 2 à 4

² Les revenus des biens bourgeoisiaux sont affectés à des fins d'utilité générale.

³ La législation sur les finances communales s'applique pour le surplus.

⁴ *Abrogé*

Art. 106 *Procédure et organisation*

¹ L'assemblée bourgeoisiale est convoquée par le conseil communal.

² Sous réserve de l'alinéa 3 du présent article, les dispositions relatives à l'assemblée communale (art. 9^{bis} et art. 11 à 24), au droit de consultation (art. 103^{bis}), à la haute surveillance (Chap. VIII) et aux voies de droit (Chap. IX) sont applicables. En matière financière, la législation sur les finances communales est applicable dans la mesure définie par cette dernière.

³ Les conseillers communaux non bourgeois ne font pas partie du bureau; ils n'ont pas le droit de vote ni celui d'élection.

Art. 108 al. 1

¹ L'entente intercommunale fait l'objet d'une convention écrite qui détermine notamment le but de l'entente, son organisation, la commune qui tient la comptabilité (commune pilote), le mode de répartition des frais, le statut des biens et les modalités de résiliation.

Art. 111 let. h^{bis}

[Les statuts doivent déterminer:]

h^{bis}) les montants respectifs à partir desquels les dépenses nouvelles sont soumises au referendum obligatoire et au referendum facultatif;

Art. 116 al. 2 let. b, c, d et g

[² L'assemblée des délégués a les attributions suivantes:]

b) elle exerce en matière financière et sous réserve de dispositions statutaires les compétences énumérées à l'article 67 de la loi sur les finances communales, hormis celles qui ont trait aux impôts;

Art. 105 Abs. 2–4

² Die Erträge aus den Bürgergütern sind für gemeinnützige Zwecke zu verwenden.

³ Im Übrigen gilt die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden.

⁴ *Aufgehoben*

Art. 106 *Verfahren und Organisation*

¹ Die Bürgerversammlung wird vom Gemeinderat einberufen.

² Die Bestimmungen über die Gemeindeversammlung (Art. 9^{bis} und Art. 11–24), das Einsichtsrecht (Art. 103^{bis}), die Oberaufsicht (VIII. Kap.) und die Rechtsmittel (IX. Kap.) finden Anwendung. Absatz 3 dieses Artikels bleibt vorbehalten. Im Bereich Finanzen gilt die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden soweit darin vorgesehen.

³ Gemeinderäte, die nicht Ortsbürger sind, gehören dem Büro nicht an; sie haben weder das Stimm- noch das Wahlrecht.

Art. 108 Abs. 1

¹ Die Gemeindeübereinkunft bildet Gegenstand einer schriftlichen Vereinbarung, die namentlich den Zweck der Übereinkunft, ihre Organisation, die Gemeinde, welche die Buchhaltung führt (federführende Gemeinde), den Kostenverteiler, den Rechtsstand der Güter und die Auflösungsbedingungen festlegt.

Art. 111 Bst. h^{bis}

[Die Statuten bezeichnen:]

h^{bis}) die Beträge, von denen an eine neue Ausgabe dem fakultativen oder dem obligatorischen Referendum untersteht;

Art. 116 Abs. 2 Bst. b, c, d und g

[² Der Delegiertenversammlung stehen folgende Befugnisse zu:]

b) Sie übt im Bereich Finanzen und unter Vorbehalt der Bestimmungen der Statuten die in Artikel 67 des Gesetzes über den Finanzhaushalt der Gemeinden aufgeführten Befugnisse aus, abgesehen von den Befugnissen in Zusammenhang mit den Steuern.

- c) *abrogée*
- d) *abrogée*
- g) *abrogée*

Art. 119 al. 3^{bis} (nouveau) et al. 5, 2^e phr. (nouvelle)

^{3bis} En matière financière, il [le comité de direction de l'association] exerce les compétences attribuées au conseil communal selon la loi sur les finances communales.

⁵ (...). La loi sur les finances communales demeure réservée.

Art. 122 Règles financières

La législation sur les finances communales s'applique par analogie à l'association, notamment en ce qui concerne la gestion financière, le budget et les comptes, les crédits et le contrôle.

Art. 123

Abrogé

Art. 123a al. 1 let. a et b

[¹ Le dixième du total des citoyens actifs des communes membres peut présenter une initiative concernant:]

- a) une dépense supérieure au montant fixé pour le referendum facultatif ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense;
- b) *abrogée*

Art. 123d al. 1 let. a et b

[¹ Le dixième du total des citoyens actifs des communes membres ou les conseils communaux du quart des communes membres peuvent demander qu'une décision de l'assemblée des délégués soit soumise au vote des citoyens lorsqu'elle a pour objet:]

- c) *aufgehoben*
- d) *aufgehoben*
- g) *aufgehoben*

Art. 119 Abs. 3^{bis} (neu) und Abs. 5, 2. Satz (neu)

^{3bis} Im Bereich Finanzen übt er [der Vorstand des Verbands] die gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden dem Gemeinderat übertragenen Befugnisse aus.

⁵ (...). Das Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden bleibt vorbehalten.

Art. 122 Finanzielle Bestimmungen

Die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden gilt sinngemäss für den Verband, namentlich betreffend den Finanzhaushalt, das Budget und die Rechnung, die Kredite und Kontrollen.

Art. 123

Aufgehoben

Art. 123a Abs. 1 Bst. a und b

[¹ Ein Zehntel aller Aktivbürger der Mitgliedgemeinden kann eine Initiative einreichen betreffend:]

- a) eine Ausgabe, die den für das fakultative Referendum festgelegten Betrag übersteigt, oder eine Sicherheitsleistung, die eine solche Ausgabe nach sich ziehen kann;
- b) *aufgehoben*

Art. 123d Abs. 1 Bst. a und b

[¹ Ein Zehntel aller Aktivbürger der Mitgliedgemeinden oder die Gemeinderäte eines Viertels der Verbandsgemeinden können verlangen, dass ein Beschluss der Delegiertenversammlung den Aktivbürgern zur Abstimmung unterbreitet wird, wenn er folgende Bereiche betrifft:]

- a) une dépense nouvelle dont le montant net dépasse le seuil fixé dans les statuts pour le referendum facultatif ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense;

b) *abrogée*

Art. 123e al. 1

¹ Les décisions de l'assemblée des délégués entraînant une dépense nouvelle dont le montant net dépasse le seuil fixé dans les statuts pour le referendum obligatoire font l'objet d'un vote populaire.

Art. 124 et 125

Abrogés

Art. 126

Supprimer les mots «aux placements (art. 92), aux amortissements (art. 93), à la surveillance de la caisse (art. 94),».

Art. 141 al. 3 (nouveau)

³ Toutefois, le règlement communal des finances doit être unifié avec effet à la date d'entrée en vigueur de la fusion. A défaut, c'est le règlement des finances de la commune la plus grande en termes de population qui s'applique dans l'intermédiaire.

Intitulé du Chapitre VIII

Haute surveillance des communes et des autres corporations de droit public communal

Art. 143

Remplacer les mots «associations de communes» *par* «autres collectivités publiques locales».

Art. 145 al. 2, 2^e phr.

² (...). La surveillance financière est définie par la législation sur les finances communales.

- a) eine neue Ausgabe, deren Nettobetrag den in den Statuten für die Ausübung des fakultativen Referendums festgelegten Betrag übersteigt, oder eine Sicherheitsleistung, die eine solche Ausgabe nach sich ziehen kann;

b) *aufgehoben*

Art. 123e Abs. 1

¹ Beschlüsse der Delegiertenversammlung, die eine neue Ausgabe zur Folge haben, deren Nettobetrag den in den Statuten für die Ausübung des obligatorischen Referendums festgelegten Betrag übersteigt, müssen dem Volk zur Abstimmung unterbreitet werden.

Art. 124 und 125

Aufgehoben

Art. 126

Den Ausdruck «die Vermögensanlage (Art. 92), die Schuldentilgung (Art. 93), die Kassenaufsicht (Art. 94),» *streichen*.

Art. 141 Abs. 3 (neu)

³ Das Finanzreglement muss jedoch auf das Datum des Inkrafttretens des Zusammenschlusses vereinheitlicht werden. Wird das Reglement nicht rechtzeitig vereinheitlicht, so gilt in der Zwischenzeit das Finanzreglement der bevölkerungsmässig grössten Gemeinde.

Überschrift des VIII. Kapitels

Oberaufsicht über die Gemeinden und weitere gemeinderechtliche Körperschaften

Art. 143

Den Ausdruck «Gemeindeverbände» *durch* «übrigen gemeinderechtlichen Körperschaften» *ersetzen*.

Art. 145 Abs. 2, 2. Satz

² (...). Die Finanzaufsicht wird durch die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden definiert.

Art. 148 al. 1 et 3

¹ *Abrogé*

³ Ces règlements [*les règlements de portée générale*] ne peuvent entrer en vigueur avant leur approbation.

Art. 165

Abrogé

Art. 82 Agglomérations

La loi du 19 septembre 1995 sur les agglomérations (RSF 140.2) est modifiée comme il suit:

Art. 18 al. 1 let. e et f

[¹ Le corps électoral décide:]

- e) si le referendum est demandé, des dépenses nouvelles supérieures au montant fixé dans les statuts et des garanties pouvant entraîner de telles dépenses;
- f) *abrogée*

Art. 21 al. 2 let. b, b^{bis}, c et d et al. 3 let. a, a^{bis} et b

[² Il [*le conseil d'agglomération*] a les attributions suivantes:]

- b) il exerce en matière financière et sous réserve de dispositions statutaires les compétences énumérées à l'article 67 de la loi sur les finances communales hormis celles qui ont trait aux impôts;
- b^{bis}) *abrogée*
- c) *abrogée*
- d) *abrogée*

Art. 148 Abs. 1 und 3

¹ *Aufgehoben*

³ Diese Reglemente [*die allgemein verbindlichen Reglemente*] können nicht vor ihrer Genehmigung in Kraft treten.

Art. 165

Aufgehoben

Art. 82 Agglomerationen

Das Gesetz vom 19. September 1995 über die Agglomerationen (SGF 140.2) wird wie folgt geändert:

Art. 18 Abs. 1 Bst. e und f

[¹ Die Gesamtheit der Stimmbürger beschliesst über:]

- e) neue Ausgaben, die den in den Statuten festgesetzten Betrag übersteigen, und Sicherheitsleistungen, die solche Ausgaben nach sich ziehen könnten, sofern ein Referendum zustande kommt;
- f) *aufgehoben*

Art. 21 Abs. 2 Bst. b, b^{bis}, c und d und Abs. 3 Bst. a, a^{bis} und b

[² Er [*der Agglomerationsrat*] hat folgende Befugnisse:]

- b) Er übt im Bereich Finanzen und unter Vorbehalt der Bestimmungen der Statuten die in Artikel 67 des Gesetzes über den Finanzhaushalt der Gemeinden aufgeführten Befugnisse aus, abgesehen von den Befugnissen in Zusammenhang mit den Steuern.
- b^{bis}) *aufgehoben*
- c) *aufgehoben*
- d) *aufgehoben*

[³ Sous réserve du referendum, le conseil d'agglomération a également les attributions suivantes:]

- a) *abrogée*
- a^{bis}) *abrogée*
- b) *abrogée*

Art. 25 *Commission financière et organe de révision*

L'agglomération est dotée d'une commission financière et d'un organe de révision conformément à la loi sur les finances communales.

Art. 25a

Abrogé

Art. 28 al. 1 let. a et b

[¹ Le dixième du total des citoyens actifs de l'agglomération ou les conseils communaux du tiers des communes membres peuvent présenter une initiative concernant:]

- a) une dépense nouvelle dont le montant net dépasse le seuil fixé dans les statuts pour le referendum facultatif ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense;
- b) *abrogée*

Art. 30 al. 1, phr, intr. et let. a et b

¹ Le dixième du total des citoyens actifs de l'agglomération ou les conseils communaux du tiers des communes membres peuvent demander qu'une décision du conseil d'agglomération soit soumise au vote des citoyens lorsqu'elle a pour objet:

- a) une dépense nouvelle dont le montant net dépasse le seuil fixé dans les statuts ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense;
- b) *abrogée*

[³ Unter Vorbehalt des Referendums hat der Agglomerationsrat zudem folgende Befugnisse:

- a) *aufgehoben*
- a^{bis}) *aufgehoben*
- b) *aufgehoben*

Art. 25 *Finanzkommission und Revisionsstelle*

Die Agglomeration hat eine Finanzkommission und eine Revisionsstelle gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden.

Art. 25a

Aufgehoben

Art. 28 Abs. 1 Bst. a und b

[¹ Ein Zehntel aller Stimmbürger der Agglomeration oder die Gemeinderäte eines Drittels der Mitgliedgemeinden können in folgenden Angelegenheiten eine Initiative einreichen:]

- a) eine neue Ausgabe, deren Nettobetrag den in den Statuten für die Ausübung des fakultativen Referendums festgelegten Betrag übersteigt, oder eine Sicherheitsleistung, die eine solche Ausgabe nach sich ziehen kann;
- b) *aufgehoben*

Art. 30 Abs. 1, Einleitungssatz und Bst. a und b

¹ Ein Zehntel aller Stimmbürger der Agglomeration oder die Gemeinderäte eines Drittels der Mitgliedgemeinden können eine Volksabstimmung über einen Beschluss des Agglomerationsrates verlangen, wenn dieser folgende Gegenstände betrifft:

- a) eine neue Ausgabe, deren Nettobetrag den in den Statuten festgelegten Betrag übersteigt, oder eine Sicherheitsleistung, die eine solche Ausgabe nach sich ziehen kann;
- b) *aufgehoben*

Art. 31 Renvoi à la législation sur les finances communales

La législation sur les finances communales s'applique par analogie à l'agglomération, notamment en ce qui concerne la gestion financière, le plan financier, le budget et les comptes, les crédits et le contrôle.

Art. 33
Abrogé

Art. 34 al. 1 let. h, i, j, k, l et l^{bis} et al. 2 let. h et i

[¹ Les dispositions suivantes de la loi sur les communes sont applicables par analogie:]

- h) *abrogée*
- i) *abrogée*
- j) *abrogée*
- k) *abrogée*
- l) *abrogée*
- l^{bis}) *abrogée*

[² Sauf disposition spéciale des statuts ou d'un règlement, les dispositions suivantes de la loi sur les communes sont applicables par analogie:]

- h) *abrogée*
- i) *abrogée*

Art. 35 al. 3

³ Pour le surplus, les dispositions du Chapitre VIII de la loi sur les communes et du Chapitre 9 de la loi sur les finances communales sont applicables par analogie.

Art. 83 Impôts cantonaux

La loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (RSF 631.1) est modifiée comme il suit:

Art. 31 Verweis auf die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden

Die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden gilt sinngemäss für die Agglomeration, namentlich betreffend den Finanzhaushalt, den Finanzplan, das Budget und die Rechnung, die Kredite und Kontrollen.

Art. 33
Aufgehoben

Art. 34 Abs. 1 Bst. h, i, j, k, l und l^{bis} und Abs. 2 Bst. h und i

[¹ Folgende Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden gelten sinngemäss:]

- h) *aufgehoben*
- i) *aufgehoben*
- j) *aufgehoben*
- k) *aufgehoben*
- l) *aufgehoben*
- l^{bis}) *aufgehoben*

[² Sehen die Statuten oder ein Reglement nichts anderes vor, so gelten folgende Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden sinngemäss:]

- h) *aufgehoben*
- i) *aufgehoben*

Art. 35 Abs. 3

³ Im Übrigen gelten die Bestimmungen des VIII. Kapitels des Gesetzes über die Gemeinden und des 9. Kapitels des Gesetzes über den Finanzhaushalt der Gemeinden sinngemäss.

Art. 83 Kantonssteuern

Das Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (SGF 631.1) wird wie folgt geändert:

Art. 35 let. e

[Ne peuvent être déduits les autres frais et dépenses, en particulier:]

- e) les impôts de la Confédération, des cantons, des communes et des paroisses sur le revenu, sur les gains immobiliers et sur la fortune ainsi que les impôts étrangers analogues.

Art. 190 al. 5

⁵ La décision sur révision a force obligatoire dans la même mesure pour les impôts communaux et ecclésiastiques.

Art. 194 al. 5

⁵ La décision a force obligatoire dans la même mesure pour les impôts communaux et ecclésiastiques.

Art. 213b al. 1, 1^{er} phr.

¹ La Direction [*des finances*] est l'autorité compétente pour les demandes de remise en matière d'impôt fédéral direct, d'impôts cantonaux, communaux et ecclésiastiques. (...).

Art. 84 Impôts communaux

La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 2

Abrogé

Art. 2 al. 7

Supprimer les mots «et des cercles scolaires».

Art. 23 al. 1 let. c et d

[¹ Les communes sont autorisées à prélever:]

- c) *ne concerne que le texte allemand;*
d) *supprimer les mots «ambulant ou»;*

Art. 35 Bst. e

[Nicht abziehbar sind die übrigen Kosten und Aufwendungen, insbesondere:]

- e) Einkommens-, Grundstückgewinn- und Vermögenssteuern von Bund, Kantonen, Gemeinden und kirchlichen Körperschaften sowie gleichartige ausländische Steuern.

Art. 190 Abs. 5

⁵ Der Revisionsentscheid ist in gleichem Mass für die Gemeinde- und Kirchensteuern verbindlich.

Art. 194 Abs. 5

⁵ Der Entscheid ist in gleichem Mass für die Gemeinde- und Kirchensteuern verbindlich.

Art. 213b Abs. 1, 1. Satz

¹ Die Direktion [*die Finanzdirektion*] ist die zuständige Behörde für den Erlass der direkten Bundessteuern, der Kantons-, Gemeinde- und Kirchensteuern. (...).

Art. 84 Gemeindesteuern

Das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 2 Abs. 7

Den Ausdruck «Gemeinde- und Schulgemeindesteuern» durch «Gemeindesteuern» ersetzen.

Art. 23 Abs. 1 Bst. c (betrifft nur den deutschen Text) und d

[¹ Die Gemeinden können folgende Steuern erheben:]

- c) *Den Ausdruck «automatischen Warenverteiltern» durch «Verteilautomaten» ersetzen.*
d) *Den Ausdruck «Wander- oder» streichen.*

Art. 34

Abrogé

Art. 38 *Compétence et règles diverses*

Les compétences et procédures en matière d'impôts communaux sont régies par la législation sur les finances communales.

Art. 39 et 40

Abrogés

Art. 41 al. 1

Supprimer les mots «et les cercles scolaires».

Art. 43

Supprimer les mots «ou cercles scolaires».

2. Dispositions finales

Art. 85 *Referendum*

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 86 *Entrée en vigueur*

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 34

Aufgehoben

Art. 38 *Zuständigkeit und verschiedene Bestimmungen*

Die Zuständigkeiten und Verfahren im Bereich der Gemeindesteuern sind in der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden geregelt.

Art. 39 und 40

Aufgehoben

Art. 41 Abs. 1

Den Ausdruck «und Schulkreise» streichen.

Art. 43

Den Ausdruck «und Schulkreisen» streichen.

2. Schlussbestimmungen

Art. 85 *Referendum*

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Art. 86 *Inkrafttreten*

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.